

cyberpresse.ca

EXCLUSIF

LA PRESSE

RUE NOTRE-DAME

LES COÛTS EXPLOSENT

Évaluée à 750 millions, la facture de la modernisation pourrait atteindre 1,5 milliard
TRISTAN PÉLOQUIN PAGE A4



RECYCLAGE
BOUÉE DE SAUVETAGE POUR LES CENTRES DE TRI

Afin d'éviter que la crise du recyclage se reproduise, l'Union des municipalités du Québec planche sur l'idée d'un régime d'assurance et de protection du revenu pour les centres de tri.

FRANÇOIS CARDINAL
PAGES A6 ET A7

5 PAGES



GAINEY TENTE DE LARGUER KOVALEV

« L'équipe n'a pas besoin de Kovalev de la façon dont il joue présentement »
— Bob Gainey

La fin pour Kovalev ?
JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Un grand ménage bienvenu
FRANÇOIS GAGNON

NOS INFORMATIONS SPORTS PAGES 1 À 5

Bob Gainey Alex Kovalev

SOIRÉE DES JUTRA

Aucun film ne part favori

ANABELLE NICOU
ARTS ET SPECTACLES
PAGES 1 ET 3

Tout n'est pas parfait

MARC CASSIVI
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

ALERTE AUX PUNAISES

L'infestation progresse à un rythme alarmant à Montréal. Comment l'endiguer? Par une meilleure réglementation municipale, dit un expert.

JUDITH LACHAPPELLE ET CATHERINE HANDFIELD PAGES A2 ET A3

Docteur, ça pique! HUGO DUMAS PAGE A3




En nomination pour la meilleure actrice au Québec...
L'Américaine Susan Sarandon.

À LA VEILLE DE LA VISITE DU PRÉSIDENT

«NOUS DÉPENDONS LARGEMENT DU CANADA»

— Barack Obama, en entrevue au réseau CBC

JOËL-DENIS BELLAVANCE
PAGE A10

Barack Obama
PHOTO JIM WATSON, AFP

LA PRESSE AFFAIRES

8 MILLIARDS UNE AUTRE GIGANTESQUE FRAUDE AUX ÉTATS-UNIS

PAGE 1

ASSEMBLÉE DE BCE

GROGNE AUTOUR DES SALAIRES

STÉPHANE PAQUET PAGE 1

NOS CHRONIQUEURS

Daniel Leblanc: pourquoi?
YVES BOISVERT PAGE A5

Déroute sur les Plaines
VINCENT MARISSAL PAGE A9

Une valise et un rêve
RIMA ELKOURI PAGE A12



LES DEMANDES DE GM ET CHRYSLER

DES MILLIARDS, ENCORE DES MILLIARDS

GM sabrera 47 000 emplois
PAGE A23

Rick Wagoner
PHOTO CARLOS OSORIO, AP

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE

Obama vient de signer un plan de relance de 787 milliards US. Gainey vient de signer Schneider. On a la relance qu'on peut.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte




DuProprio.com PRÉSENTE

Salon Chalets

et Maisons de campagne

19-22 FÉVRIER 2009
STADE OLYMPIQUE
WWW.SALONCHALET.COM

EN GRANDE PRIMEUR LA MAISON CHAMPÊTRE ÉCO-ÉNERGÉTIQUE BONNEVILLE

Donnez vie à vos projets

Ladouceur LES INNOVATIONS PAYSAGÉES Multi-Prêts COURTIER HYPOTHÉCAIRE

A 2
ALERTE AUX PUNAISES

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Pour éradiquer les punaises, les techniciens doivent répandre plusieurs sortes d'insecticide sur les matelas, les sofas, les meubles, dans les tiroirs, derrière les horloges... « Bref, un peu partout dans le logement », a souligné le technicien Khalid Ezzerki, des Entreprises d'extermination Maheu.

UNE RÉGLEMENTATION

Il y a cinq ans, personne n'en parlait. Aujourd'hui, les punaises de lit prolifèrent à un rythme exponentiel dans la métropole. Que faire pour enrayer l'épidémie? La Ville devrait prendre ses responsabilités, estime un spécialiste.

JUDITH LACHAPPELLE

La réglementation municipale actuelle empêche une lutte efficace contre la propagation des punaises dans toute la ville, estime un spécialiste. En obligeant exterminateurs, propriétaires et locataires à révéler la présence de punaises dans un logement, la Ville pourrait agir promptement pour limiter l'infestation de ces bestioles nocturnes.

Harold Leavey, spécialiste en gestion parasitaire, constate que les punaises ne cessent de gagner de nouveaux logis à Montréal. « Actuellement, on a une augmentation de l'ordre de 600 % par année. Mais bientôt, dans certains secteurs, ce sera 2000 % par année! »

Éradiquer complètement les punaises de la ville est utopique, dit l'homme qui est à la tête des Entreprises d'extermination Maheu et qui travaille avec la Direction de la santé publique (DSP) et l'Office municipal d'habitation. Mais une stratégie concertée permettrait de contrôler l'infestation. Les inspecteurs en salubrité, dit le spécialiste, ignorent où des opérations d'extermination sont menées. Ils ne peuvent donc s'assurer de leur efficacité, notamment en vérifiant que tout l'immeuble est inspecté. « Quand il y a des punaises, ce n'est pas un logement qui est touché, c'est tout un immeuble. »

Les punaises de lit ne transmettent pas de maladies et leur

présence ne doit pas être obligatoirement indiquée aux autorités de la santé publique. Leurs piqûres sont généralement bénignes, même si dans certains cas graves, elles peuvent causer des problèmes dermatologiques et des réactions allergiques. Mais surtout, les dommages collatéraux sont nombreux: honte, culpabilité, perte de sommeil, isolement.

La plupart des gens interviendront rapidement pour exterminer les insectes. Mais d'autres, particulièrement ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale, laisseront l'infestation atteindre des niveaux catastrophiques. Lorsque rien n'est fait, la population peut passer d'une punaise à plus de 30 000 en six mois...

Et les punaises ne se nourrissent pas seulement du sang de leurs hôtes: elles profitent aussi de leur silence. Des locataires se taisent par peur d'être tenus responsables de leur présence, des propriétaires ignorent le problème ou le traitent superficiellement, et la Ville et ses arrondissements n'ont qu'une

vague idée de l'ampleur de l'infestation.

Résultat? Personne n'est à l'abri. À l'hôpital ou à l'hôtel, au cinéma ou chez le dentiste, à la garderie ou à l'école, en autobus ou dans le taxi, le risque de rapporter des punaises chez soi existe partout, à divers degrés. « On n'a pas honte d'avoir attrapé un rhume, mais on a honte d'avoir des punaises », a lancé hier M. Leavey lors d'une formation d'intervenants en santé publique.

Des blattes aux punaises

Dans la lutte contre les punaises, il vaut mieux prendre ses responsabilités que de chercher un responsable, disent les experts. Tant la DSP que la Ville et que la Régie du logement insistent pour que le locataire avertisse rapidement son propriétaire, que celui-ci fasse rapidement venir un exterminateur, et que ce dernier prenne les bons moyens pour éliminer les punaises. Malheureusement, constate M. Leavey, beaucoup de locataires honteux se taisent et beaucoup de

« C'est l'insecte le plus difficile à exterminer »

CATHERINE HANDFIELD

En 2003, Ali Weeks s'est installé dans un appartement du quartier Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal. Une mauvaise surprise le guettait: deux ans après son emménagement, les punaises de lit ont envahi l'immeuble de l'avenue Somerled. En juin dernier, il a choisi de déménager, exaspéré par les piqûres et la démangeaison.

M. Weeks s'est installé dans

un nouvel appartement de NDG, avenue Monkland. L'homme de 61 ans s'est débarrassé de son vieux matelas, espérant que les insectes qu'il fuyait resteraient derrière lui. Malheureusement, ses espoirs se sont vite envolés.

« Quelques jours après mon arrivée, j'ai réalisé que le sofa d'occasion que je venais de me procurer était lui aussi infesté de punaises », a raconté Ali Weeks, rencontré hier après-midi dans son trois et demi.

Il a tenté à deux reprises d'enrayer le problème avec des insecticides en vente libre, en vain. Sous les pressions de sa copine, il s'est résolu à appeler un exterminateur, qui a commencé son travail hier après-midi.

« C'est tellement gênant, tellement embarrassant d'avoir ce problème », a soupiré Ali Weeks, en regardant le technicien à l'œuvre.

Un insecte résistant

Se débarrasser de punaises n'est pas une mince affaire. Dans un fascicule lancé le 30 janvier, la Ville de Montréal conseille aux locataires de ne pas tenter de régler le problème eux-mêmes et d'éviter d'utiliser des insecticides vendus dans le commerce.

« En fait, parmi tous les insectes pour lesquels nous avons à intervenir, c'est le plus difficile à exterminer, et de loin, a précisé Harold Leavey, propriétaire

PRÉCISION

Caisse de dépôt

Le titre « Sept milliards s'envolent en fumée sur les Bourses américaines », publié hier en A1, aurait plutôt dû se lire ainsi: « Sept milliards US en moins sur les Bourses américaines. »

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS ET SPECTACLES 8
Astrologie du jour	VOYAGE 5
Bourses	AFFAIRES 16 et 17
Décès	VOYAGE 6 à 8
Forum	A24 et A25

Horaires télévision	ARTS ET SPECTACLES 4
Loteries	A9
Monde	A21 à A23
Petites annonces	VOYAGE 4 et AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Quelques flocons en après-midi, maximum 0, minimum -2. VOYAGE 6

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

LES PUNAISES

Comment les détecter?

Au début de l'infestation, les punaises de lit sont difficile à détecter, puisqu'elles se cachent pendant plusieurs jours entre chaque piqûre. Quelques piqûres sur la peau (semblables à celles des moustiques) accompagnées de démangeaison sont toutefois des indices de leur présence. Leurs excréments sont aussi faciles à repérer: de petits points noirs sur les coutures du matelas ou du sofa. Les punaises sont finalement visibles à l'œil nu: ce sont des insectes brunâtres dont la taille moyenne est de quatre millimètres. Il est fréquent de retrouver dans le lit leur peau morte en période de mue et des petites taches de sang causées par les piqûres.

Comment les prévenir?

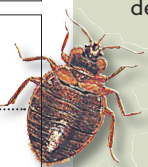
Éviter d'acheter des matelas et des meubles d'occasion rembourrés, puisqu'ils peuvent abriter des punaises.
Inspecter les autres meubles d'occasion, en accordant une attention particulière aux fissures. Avant de les introduire dans un logement, les frotter avec de l'eau savonneuse ou un produit nettoyant.
Éviter de ramasser les objets trouvés à l'extérieur. « Parfois, les gens les jettent uniquement parce qu'ils sont infestés de punaises! » souligne le technicien Khalid Ezzerki.
Laver les vêtements d'occasion avec de l'eau très chaude avant de les ranger.

Passer régulièrement l'aspirateur dans la maison.

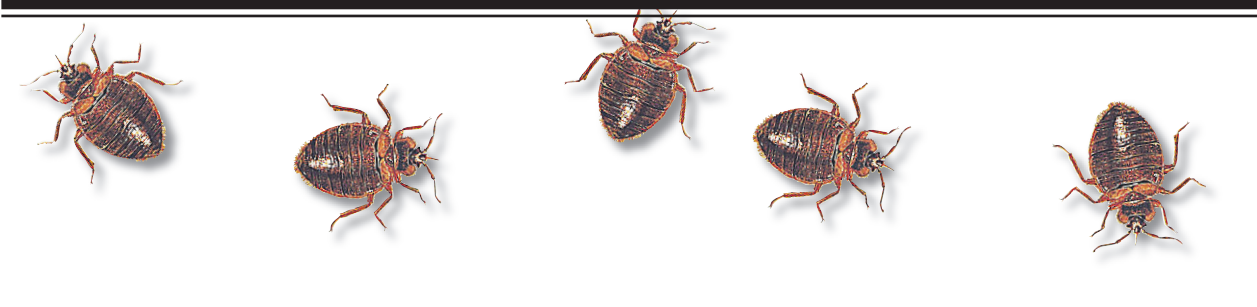
En voyage, utiliser une valise à support qu'on accrochera dans le placard, plutôt que de mettre les vêtements dans les tiroirs ou sur le lit.

Sources: Ville de Montréal et Harold Leavey

Catherine Handfield



ALERTE AUX PUNAISES



Les punaises sont visibles à l'oeil nu et mesure en moyenne 4 mm.

PHOTO ZAID JUMEAN. FOURNIE PAR L'UNIVERSITÉ SIMON FRASER

INEFFICACE

propriétaires négligents renvoient la balle au locataire en lui disant que c'est son problème.

Dans les années 80, raconte M. Leavey, la Ville de Montréal avait décidé de s'attaquer sérieusement à la prolifération de blattes (coquerelles) et de rats. Les exterminateurs étaient tenus d'envoyer aux inspecteurs en salubrité une copie du rapport d'intervention

Depuis que les arrondissements sont chargés d'appliquer le règlement sur la salubrité, l'obligation des exterminateurs d'informer les inspecteurs d'une intervention est tombée.

qu'ils avaient mené dans une résidence. Les inspecteurs s'assuraient ainsi que non seulement le logement atteint avait été nettoyé, mais que tous les voisins avaient été visités. L'opération avait porté fruits: l'infestation a été contrôlée.

Mais depuis que les arrondissements sont chargés

d'appliquer le règlement sur la salubrité, cette obligation d'informer les inspecteurs est tombée, déplore M. Leavey. «Les inspecteurs n'ont plus le temps, dit-il. On nous a même demandé d'arrêter de leur envoyer des rapports parce qu'ils sont débordés.» Il se dit découragé des autorités municipales. «Ça fait des années

qu'on essaie de passer le message et ça ne passe pas.»

Mais le vent vient peut-être de tourner. Norman King, épidémiologiste à la Direction de la santé publique, confirme que l'amélioration de la réglementation municipale sera étudiée conjointement avec des représentants de la Ville et de l'Office municipal d'habita-

tion. «Y a-t-il des choses à faire de ce côté? Ce sont des questions qu'on se posera à court terme.»

Pendant ce temps, des formations sont données à des intervenants (infirmières à domicile, travailleurs sociaux, inspecteurs en salubrité) appelés à se rendre dans des logements potentiellement infestés. Et il faut aller plus loin, plaide M. Leavey: tous les hôpitaux, les CLSC, les centres qui hébergent les sans-abri, les résidences pour personnes âgées, doivent avoir un protocole pour prévenir la présence de punaises.

Lors de la formation, Harold Leavey a rapporté le cas d'un hôpital qui s'était rendu compte qu'un patient, qui avait séjourné dans plusieurs chambres, avait transporté des punaises de chez lui. Comme il n'existe pas de protocole de traçabilité des équipements, l'hôpital n'était pas en mesure de savoir quel lit, quelle civière, quel fauteuil roulant le patient avait utilisés. Sans parler de l'ambulance qui l'avait transporté...

des Entreprises d'extermination Maheu. La blatte, c'est une vacance comparativement à la punaise!»

Les punaises de lit ont la couenne dure. «C'est un insecte très, très résistant, qui évolue depuis des milliers d'années», a expliqué Christian Korb, président d'ABC Gestion parasitaire.

Une punaise adulte peut vivre jusqu'à un an sans se nourrir de sang, indique M. Leavey. Pour les tuer, il faut les laisser 48 heures dans un environnement à -10°C, ou 20 minutes à 65°C. Et pour clore le tout, elles se multiplient à un rythme expo-

mentiel: la femelle peut pondre jusqu'à quatre œufs par jour.

Pour les éradiquer, les techniciens doivent répandre plusieurs sortes d'insecticide sur les matelas, les sofas, les meubles, dans les tiroirs, derrière les horloges... «Bref, un peu partout dans le logement», a souligné le technicien Khalid Ezzerki, qui traitait le logement d'Ali Weeks, hier.

Les plinthes et les prises de courant doivent aussi être traitées, puisque les punaises vivent souvent dans les murs. «Leur plus grand talent, c'est de se cacher», a résumé Harold Leavey, ajoutant que les logements adjacents et les lieux communs des

immeubles doivent aussi être examinés.

Les occupants des lieux infestés doivent laver tous leurs vêtements et mettre leurs effets personnels dans des sacs de plastique avant l'arrivée des exterminateurs. Ils doivent passer l'aspirateur tous les jours pendant deux semaines après le traitement pour ramasser les œufs.

«Généralement, l'infestation est enrayée après la première visite», a précisé Khalid Ezzerki, soulignant que les exterminateurs font une visite de contrôle deux semaines plus tard. «Je prie Jésus-Christ pour que ça fonctionne», a conclu Ali Weeks.

L'épidémie n'est pas unique à Montréal

JUDITH LACHAPPELLE ET CATHERINE HANDFIELD

Le spécialiste en gestion parasitaire Harold Leavey n'a pas peur des mots: Montréal connaît actuellement une épidémie de punaises de lit. Et la métropole est loin d'être la seule dans cette situation.

À Montréal, les punaises prolifèrent depuis 2003, selon les exterminateurs interrogés par *La Presse*. Mais depuis trois ans, le fléau progresse à un rythme exponentiel.

Par exemple, l'entreprise ABC Gestion parasitaire traite quatre fois plus de cas de punaises qu'il y a trois ans. «En 2006, 10% de nos ventes étaient liées aux punaises, contre 42% cette année», souligne le président, Christian Korb.

Ni la Ville ni la Direction de la santé publique ne disposent de données précises sur les quartiers touchés, mais les exterminateurs en ont une bonne idée. Le centre-ville et Hochelaga-Maisonneuve sont sérieusement touchés, notamment à cause de la densité de la population et de la pauvreté. Le Plateau Mont-Royal aussi.

Si l'est de l'île est relativement épargné, le nord (Ahuntsic, Montréal-Nord, Saint-Michel) est touché. Plus à l'ouest, les exterminateurs sont plus souvent appelés à Saint-Laurent et Pointe-Claire. En banlieue, Brossard est touché, mais Laval recense peu de cas, précise Harold Leavey.

Les gens voyagent de plus en plus, transportant les punaises

dans leurs valises ou leurs sacs. Selon M. Leavey, la dernière épidémie remonte aux Jeux olympiques de 1976, année où Montréal a accueilli des milliers de touristes.

D'autres villes touchées

Plusieurs métropoles sont aux prises avec ce problème. New York a reçu près de 10 000 plaintes liées aux punaises en 2008, le tiers de plus que l'année précédente. À Toronto, la Direction de la santé publique a reçu 1400 appels pour des punaises en 2008, contre 147 en 2006. Et à Vancouver, le problème est «monstrueux», selon Harold Leavey. «On a installé des panneaux sur des poteaux dans des quartiers pour expliquer quoi faire avec les punaises», a-t-il souligné.



HUGO DUMAS
CHRONIQUE

Docteur, ça pique!

Personne n'en parle vraiment. C'est quasiment aussi tabou que d'avouer sa dépendance aux *Feux de l'amour* ou, pire encore, de révéler à sa douce moitié que l'on a chopé une maladie honteuse au dernier *party* de bureau.

En toute humilité, j'espère que mon témoignage aidera d'autres victimes de la punaise de lit à briser le silence et à enfin aller chercher de l'aide. Oui, c'est possible de s'en sortir. Je l'ai fait. Et ensemble,

nous combattons la honte (tu fais jamais le ménage, toi?) et les nombreux préjugés (il n'y a que les gens sales qui attrapent ça!) associés à cette bestiole vorace.

J'ai passé plusieurs nuits à combattre ces punaises affamées, qui ont infesté ma maison une première fois au printemps 2006, au retour d'un voyage à Tokyo, puis une deuxième, exactement un an plus tard. L'horreur avec un grand H. Sans blague.

Comme ces atroces *bibittes* à peine plus grosses qu'une tête d'épingle ne se pointent que la nuit, les premiers signes de l'infestation, vous les verrez sur votre corps. Moi, j'ai eu l'abdomen, les avant-bras et les jambes couverts de morsures rougeâtres et boursoufflées. Diagnostic: ça pique en tabarouette. Docteur, que se passe-t-il avec moi? Est-ce ça, la gale?

Non, vous vous faites piquer par un insecte, m'a-t-il répondu sur un ton voulant dire: Calmez-vous, bon sang! O.K., mais lequel, lequel? ai-je demandé, un brin hystérique, tout en grattant frénétiquement mes plaies. Aucune idée, a-t-il répliqué. Merde.

Après avoir tapé la liste de mes symptômes dans Google, bingo!, une photo de l'affreux punaise de lit (avec ses minuscules crocs et ses pattes poilues) a clignoté à l'écran. C'est donc ce mini vampire qui me bouffe vivant? Comment s'en débarrasser?

J'ai tout lu sur le sujet, vraiment tout, et je suis devenu complètement paranoïaque. J'ai lavé tous mes vêtements à l'eau chaude, à l'eau *frette*, j'ai vidé tous les placards, ouvert toutes les fenêtres, fourré tous les coussins au congélateur et jeté tous les draps, les oreillers et les couettes. J'ai javellisé l'appartement au complet, j'ai décollé mon lit du mur, j'ai enroulé les pattes des sofas de ruban à double face pour attraper les 8-*%\$ de punaises, j'ai même pris ma douche au Kwellada... Rien à faire, elles continuaient de me mordre à un rythme hallucinant.

La nuit, je ne dormais plus, terrorisé à l'idée que ces petites bêtes soient présentement en train de me siphonner le sang. J'ai campé sur le canapé. Elles m'ont suivi au salon. J'ai passé d'autres nuits blanches à éplucher des sites web suggérant mille et une façons de chasser ces insectes répugnants.

Après plusieurs jours de frottage et de lavage intensifs, miracle! les punaises ont disparu. Mais rebelle, elles sont revenues en force au printemps 2007. Cette fois, pas de niaiserie: c'est l'exterminateur. Coût de la facture: 300\$. Si l'odeur du diable a mis plusieurs mois à se dissiper, la honte, elle, est toujours restée. La face de la pharmacienne, quand vous lui demandez du Kwellada (un shampoing contre les morpions), ça ne s'oublie pas facilement. Oh! non.



ACTUALITÉS

MODERNISATION DE LA RUE NOTRE-DAME

Les coûts de construction explosent

EXCLUSIF

TRISTAN PÉLOQUIN

Le projet de modernisation de la rue Notre-Dame risque de coûter beaucoup plus cher que prévu. D'abord évalués à 750 millions, les coûts projetés de construction du nouveau boulevard urbain oscillent maintenant entre 1,2 et 1,5 milliard de dollars, a appris *La Presse*.

Selon des sources proches du dossier, une rencontre a eu lieu fin janvier entre la ministre des Transports, Julie Boulet, et le maire de Montréal, Gérard Tremblay, pour faire le point sur ce dédoublement des coûts. « Les deux parties se sont entendues pour réévaluer le projet pour le ramener à un niveau plus acceptable », a indiqué une source.

« Le projet en tant que tel n'est pas remis en question. Les responsables de projet de la Ville de Montréal et du ministère des Transports, doivent seulement trouver chacun de leur côté des solutions pour réduire les coûts, notamment ceux des honoraires professionnels », a ajouté notre source.

Officialisé en novembre 2007, le projet de modernisation prévoit la transformation de la rue Notre-Dame en un boulevard urbain à quatre voies dans les deux sens, dont une voie réservée en tout temps aux transports en commun. À l'heure actuelle, environ 75 000 véhicules, dont 5 000 à 7 000 camions lourds,



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Environ 75 000 véhicules, dont de 5 000 à 7 000 camions lourds, circulent chaque jour rue Notre-Dame.

circulent chaque jour sur cette artère jouxtant le fleuve Saint-Laurent et son port. Le nouveau boulevard s'étendrait sur un

tronçon de neuf kilomètres, entre la rue Amherst et l'auto-route 25. Il permettrait, grâce entre autres à un système de

feux de circulation modulable, « d'absorber plus efficacement l'important débit de circulation, de contrer la congestion

chronique et les débordements sur le réseau local », lit-on dans les documents publics du ministère des Transports.

Le ministère des Transports devait à la base défrayer 625 millions pour la modernisation de l'axe routier. La Ville de Montréal devait assumer les 125 millions manquants. Les travaux de construction ont commencé début décembre 2008 et doivent s'échelonner jusqu'en 2014. Le ministère des Transports a déjà annoncé un premier versement de 61 millions en début d'année.

Objectif : 2014

Selon nos sources, malgré la hausse fulgurante des coûts, le ministère des Transports et la Ville de Montréal souhaitent maintenir ce cap de 2014 pour la fin des travaux. « Il est question de regarder les bonifications qui ont été ajoutées au projet depuis qu'il a été lancé, sans étirer davantage l'échéance pour la réalisation du projet », a précisé notre source.

Ni le responsable du dossier à la Ville de Montréal, André Lavallée, ni le ministère des Transports n'ont été en mesure de commenter nos informations.

Le projet est loin de faire l'unanimité. En octobre dernier, la députée d'Hochelega-Maisonnette, Louise Harel (qui a pris sa retraite depuis), a déposé à l'Assemblée nationale une pétition de 5100 signatures pour dénoncer ce « projet autoroutier à huit voies du gouvernement Charest ».

KARIM BENESEAIEH

Aux prises avec des difficultés de financement, le gigantesque projet immobilier Griffintown, évalué à 1,3 milliard, est révisé. Il sera finalement réalisé par étapes, ont reconnu hier la Ville et le promoteur, avec une première phase de quelque 300 millions devant voir le jour en 2010.

« En pratique, ça met fin au projet de Griffintown comme on le connaissait », estime le maire de Ville-Marie, Benoit Labonté. C'est lui qui, le premier hier, a tiré la sonnette d'alarme quand il a appris que le comité exécutif de Montréal se pencherait aujourd'hui sur deux aspects cruciaux du projet Griffintown. On s'attend à ce que l'administration Tremblay abroge les réserves foncières et mette fin aux décrets d'expropriations.

« À partir du moment où on fait ces deux gestes, on n'a plus du tout le même projet, dit M. Labonté. Si, et je dis bien si, il y a un autre projet l'année prochaine, il va se faire sur quel terrain? Ou bien c'est un projet de plus petite ampleur, et il va devoir se faire sur un autre terrain qui

marchés financiers internationaux pour parler des avantages de développer économiquement à Montréal? Peut-être que les banquiers auraient choisi le projet de Devimco plutôt qu'un autre ailleurs. »

À la Ville de Montréal, on assure que le projet Griffintown

Nous ne mettons pas la clé dans la porte, nous ne voulons pas lancer la serviette. Nous continuons avec le même plan. La seule chose, c'est qu'il va y aller par étapes. »

Première phase

Pourquoi abandonner l'expropriation, dans ce cas? Selon M. Miranda, Montréal ne peut techniquement renouveler plus d'une fois l'avis d'expropriation, d'une durée de deux ans. « Il faut être responsable. Tu expropries, tu dois être prêt à développer. »

Même son de cloche chez Devimco, où on assure de vive voix que tout se déroule selon les plans initiaux. « On devait commencer par une première phase de 400 millions, dit André Bouthiller, porte-parole. Dès 2010, on va faire une première phase de 30 % de 1,3 milliard...

Faites le calcul. C'est un projet alternatif, mais pas modeste. Trouvez-moi des entreprises du secteur privé qui annoncent des projets de cette envergure-là à Montréal pour 2010, il n'y en a pas beaucoup. »

Cette première phase, explique l'entreprise par communiqué, se concentrera sur la partie sud du territoire dont une majeure partie appartient à Devimco. Ce projet « révisé » – le mot est dans le communiqué – occupera une superficie de 30 % du périmètre original et comprendra plus d'habitations et moins de commerces et d'espaces de bureaux que prévu.

Devimco promet que tous les détails de ce « nouveau scénario » seront dévoilés vers la fin 2009. « M. Labonté peut faire de la politique s'il le veut, nous on fait des projets. Et on veut le réaliser », renchérit M. Bouthiller.

« Le projet aura la même ampleur, mais il ne sera pas fait en une seule phase comme on le prévoyait. »

appartient déjà à Devimco, ou ça va être un projet éclaté. »

Le maire de Ville-Marie estime que Gérard Tremblay a raté une autre occasion de démontrer du leadership. « Pourquoi le maire de Montréal n'a pas pris son bâton de pèlerin et n'est pas parti avec le promoteur sur les

est loin d'être mort, même si on reconnaît que le contexte économique force le promoteur à la prudence. « Le projet aura la même ampleur, mais il ne sera pas fait en une seule phase comme on le prévoyait, affirme Luis Miranda, responsable du développement économique au comité exécutif.

Le projet Griffintown se fera « par étapes »

Jusqu'où vous mènera votre dollar ?

Tarifs réduits aujourd'hui et demain seulement.
Réservez dès maintenant pour voyager jusqu'en décembre.

De plus, inscrivez-vous maintenant et obtenez jusqu'à 15 000 milles-bonis Aéroplan^{MD} lorsque vous voyagez au Canada et entre le Canada et les États américains continentaux ou Hawaii entre le 14 février et le 3 mai 2009.

Les tarifs varient selon le trajet et la destination.
Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages.
Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 19 février 2009.

Toutes les destinations canadiennes
et certaines destinations américaines

Pour seulement

49\$ à 399\$

par ALLER SIMPLE au départ de Montréal,
pour voyager jusqu'au 9 décembre 2009



Aucun supplément de frais de carburant pour les vols au Canada et entre le Canada et les États-Unis



Enregistrement gratuit de deux bagages

BUSINESS TRAVELLER MAGAZINE 2008 LE MEILLEUR EN VOYAGES D'AFFAIRES

Meilleur en Amérique du Nord pour ses vols internationaux
Meilleur en Amérique du Nord pour son service classe Affaires
Meilleur en Amérique du Nord pour son service en vol



aircanada.com
La liberté de voyager à votre façon

Daniel Leblanc : pourquoi ?



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Le journaliste Daniel Leblanc se retrouvera en Cour supérieure le 19 mars pour répondre à des questions visant à identifier « Ma Chouette », la source qui a permis de faire éclater le scandale des commandites. Leblanc refusera de répondre. Le juge Jean-François de Grandpré devra l'accuser d'outrage au tribunal. Après, il devra décider si, comme on le suggère, il transférera le dossier à un autre juge, pour lui faire son procès pour outrage, avec prison ou amende à la clé.

Comment en est-on arrivé là ? C'est à cause des nominations politiques des juges, m'ont écrit plusieurs lecteurs, après ma chronique de lundi.

Désolé de vous décevoir, mais ça n'a rien à voir. Je critique souvent le mode de nomination des juges. Mais pas tellement par crainte de voir le judiciaire se politiser : parce que ce processus ne garantit pas la nomination basée purement sur le mérite.

Je suis bien obligé de constater que les nominations des conservateurs sont plutôt bonnes, souvent excellentes et très peu partisans.

Sauf que, quand je vois Jacques Léger, nommé il y a deux ans à la Cour supérieure, récemment « élevé » à la Cour d'appel, je sais

que ça ne se serait jamais produit s'il n'avait pas été il y a 10 ans un haut dirigeant du Parti conservateur.

Non pas qu'il soit incompetent. L'homme a une carrière d'avocat plus qu'honorable. Il a d'ailleurs été sélectionné comme un candidat

La culture judiciaire dominante n'a pas encore intégré l'idée que la liberté de la presse est inscrite dans la Constitution avec des lettres aussi grosses que les autres droits fondamentaux.

valable à la magistrature du temps des libéraux. Mais ce n'était clairement pas un des deux ou trois candidats les plus qualifiés pour le poste. Ce devrait pourtant l'être.

Cela dit, il ne s'en va pas faire un job « politique » pour les conservateurs. Il jugera les affaires, j'en suis convaincu, en tentant d'être le plus impartial, comme la quasi-totalité des autres juges d'ailleurs. Au fait, dans 99 % des causes, l'affiliation politique passée est totalement indifférente – bien moins importante, en vérité, que la formation, l'éducation, les convictions morales, les amitiés, la religion et toutes espèces de choses invisibles à l'œil nu et qui fabriquent le jugement.

Dans le cas qui nous occupe, les deux décisions critiques ont été

rendues par un juge nommé par les conservateurs (Gilles Hébert) et les libéraux (Jean-François de Grandpré). Les deux sont parfaitement compétents.

Quel est le problème ? Le problème, pour moi, en est un de mentalité. La culture judiciaire dominante n'a pas encore intégré l'idée que la liberté de la presse est inscrite dans la Constitution avec des lettres aussi grosses que les autres droits fondamentaux.

Oh, certes, le milieu en reconnaît l'importance de principe. Mais que d'excès commis en son nom ! On s'en gargarise tellement, de la liberté de la presse, n'est-ce pas...

Voilà ce qui est à l'œuvre. Nulle incompétence, nul complot politique, mais une consternante absence de sensibilité à ce sujet.

Je respecte le juge Hébert. Vraiment. Ce n'est pas une fleur pour faire suivre un pot. Je l'ai vu travailler de près : j'ai eu un procès devant lui (que *La Presse* et moi avons gagné).

Comment expliquer qu'il ait accepté que Polygone dresse une liste de personnes qui seraient potentiellement la source de Daniel Leblanc, pour qu'elles soient interrogées une à une ? C'est déliant, cette chasse aux sources. Mais supposons que ce soit correct. Comment se fait-il que personne n'ait songé à contacter le journaliste ou son journal,

pour lui permettre d'être entendu là-dessus ?

C'est parce que personne n'a pensé qu'on en avait besoin. Pourquoi s'encombrer d'une tierce partie qui viendra retarder les procédures ? Il a fallu que le *Globe* l'apprenne par hasard et se précipite en cour pour faire stopper cette folie. Sans succès. Tellement sans succès qu'on en a profité pour interroger Leblanc directement.

Le juge de Grandpré (succédant au juge Hébert) a accepté qu'on pose des questions à Daniel Leblanc pour découvrir sa source. Oh, pas la question directe ! Cinq questions pour faire des recou-

permettez qu'on vous présente Alfonso Gagliano...

Si on suit le raisonnement de Polygone, un gouvernement corrompu qui deviendrait « propre » après des congédiements ou une élection, serait dans l'impossibilité de poursuivre les fraudeurs parce qu'il « savait » depuis le début. Ceux qui corrompent la fonction gouvernementale ne sont pas « le gouvernement ». Et ceux qui profitent des malversations de fonctionnaires n'ont pas d'immunité sous prétexte que quelqu'un de haut placé au gouvernement « savait ». Ce serait bien le comble !

La « connaissance » de la magouille, ce n'est pas la connaissance de quelques fonctionnaires muselés, ni de complices du système, ni la publication de quelques articles de journaux. C'est la connaissance officielle : la publication du rapport de la vérificatrice générale, en février 2004. La poursuite du gouvernement (sous Paul Martin) contre Polygone et les autres a été déposée 13 mois plus tard, à l'intérieur du délai de trois ans – même si les gestes remontent aux années 90.

La manœuvre est grosse. Et pourtant, il semble qu'on pourra menacer d'emprisonnement celui qui a exposé le grand scandale politique canadien des 50 dernières années. Tout ça, gracieuseté de Polygone, dont on a vu pendant la commission Gomery quels jolis stratagèmes elle avait employés pour toucher ses millions – on lui en réclame 35.

Y a-t-il vraiment un juge pour signer une telle injustice ?

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

Propos controversés de Nicolas Sarkozy

Le maire suppléant de Québec songe à renvoyer sa médaille

ANDRÉ NOËL

Jacques Joli-Coeur, maire suppléant de la Ville de Québec et ancien chef du protocole au ministère des Affaires internationales, a confié hier qu'il songeait à renvoyer sa médaille de la République française en France, à la suite des déclarations controversées du président français Nicolas Sarkozy sur le mouvement souverainiste.

S'il prend cette décision, M. Joli-Coeur sera le premier Québécois à protester de façon aussi formelle aux propos que M. Sarkozy a tenus, début février, lorsqu'il a décerné le grade de commandeur de la Légion d'honneur au premier ministre du Québec, Jean Charest.

Le président français a alors associé le mouvement souverainiste au « sectarisme », à « l'enfermement sur soi » et à la « détestation de l'autre ». Bien des souverainistes ont dénoncé ces déclarations. Reste à savoir si ceux d'entre eux qui ont reçu des décorations françaises ont l'intention de les rendre. S'il passe de la parole aux actes, M. Joli-Coeur sera le premier à le faire.

« C'est une réflexion, a-t-il dit, hier, lors d'un entretien. J'ai été assez choqué que le premier ministre de tous les Québécois (Jean Charest) soit soumis à ces déclarations (du président français Nicolas Sarkozy). Je suis très gêné parce que, d'abord, tout souverainiste que je sois, je n'ai jamais accusé mes compatriotes canadiens de faire preuve

de détestation à mon égard, et je n'en ai certainement pas à leur égard.

« C'est bien évident que c'est un excès de langage, qui ne fait aucune référence à la réalité canado-québécoise. J'étais très heureux de voir mon premier ministre honoré dans les circonstances. Mais j'ai été choqué de voir qu'il a été mis devant un guet-apens, pour ainsi dire.

« Les Québécois francophones sont souverainistes ou fédéralistes, mais ils sont respectables. Ce n'était pas très gracieux, la façon dont ces propos hors texte ont été tenus. »

Décision personnelle

Selon des sources bien informées, M. Joli-Coeur aurait déjà fait savoir, en privé, qu'il avait l'intention de renvoyer sa médaille d'officier de l'ordre national du Mérite. Mais il n'a pas l'intention de rendre sa décision publique, dit-il. « C'est une décision d'ordre personnel, et je ne la ferai pas connaître », a-t-il ajouté.

Chef du protocole au ministère des Affaires internationales au début des années 1980, il a ensuite été sous-ministre adjoint du ministère des Relations internationales et du ministère de la Culture et des Communications. Depuis 2002, il est maire suppléant de la Ville de Québec. C'est en 1999 qu'il a reçu sa médaille, à Paris, pour sa contribution au développement des relations entre le Québec et la France.

SANS LIGNE ROUGE

Le blogue de François Gagnon sur cyberpresse.ca

HONDA

Nouveau concessionnaire

Donnez-nous la chance de vous impressionner.

Vous ne le regretterez pas!

ST-BASILE HONDA

SUR LA ROUTE 116

À 15 MINUTES DES PROMENADES DU BARRÉ

CIVIC 2009

FINANCEMENT À PARTIR DE 0,9%⁽²⁾

168 \$*

PAR MOIS

0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

0 \$ TRANSPORT ET PRÉPARATION

Remise à l'achat comptant de **2000 \$***

PIÈCES ET SERVICE OUVERT LUNDI AU VENDREDI DE 7 H 30 À 17 H

5 ANS ET PLUS

La qualité d'un concessionnaire

Le prix d'une station-service

Peu importe où vous avez acheté votre Honda

NOUS HONORONS VOTRE GARANTIE

135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier

Saint-Basile-le-Grand 450 461-9999

MAGASINEZ EN LIGNE www.stbasilehonda.com

LASIK MD VISION

Étalez les paiements jusqu'en 2014!

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de **490 \$** par œil*

NOUVEAU FINANCEMENT

2014

Vous avez 5 ans pour payer!†

Dr Pierre Demers
M.D., FRCSC
40 000 interventions

Dr Avi Wallerstein
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Dr Mark Cohen
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Consultation GRATUITE : 1 866 393-1515 • www.lasikmd.com

LAVAL : 2525, boul. Daniel-Johnson MONTRÉAL : 1250, boul. René-Lévesque O.

BROSSARD : 1850, av. Panama



« Financière du recyclage »



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Une fois triées, les matières tombent dans de gigantesques fosses. Elles sont ensuite poussées dans la gueule d'une énorme presse qui les réduit en cubes, ces fameux ballots si commodes pour le transport. Le verre, lui, tombe dans un bruit de pluie, en tout petits morceaux.

Une solution grâce à un programme d'aide?

FRANÇOIS CARDINAL

Ni Montréal ni Laval n'entendent plier devant les menaces de fermeture du centre de tri de Montréal. Mais les deux villes pensent néanmoins avoir trouvé une solution.

Lors d'une rencontre à huis clos entre Recyc-Québec et la Ville de Montréal, la semaine dernière, l'administration Tremblay a proposé que le centre de tri exploité par Tiru puisse bénéficier rétroactivement du programme provincial de modernisation des équipements, a appris *La Presse*.

Coincidence ou pas, la même semaine, la Ville de Laval promettait au Groupe Tiru de faire les démarches nécessaires auprès du gouvernement pour que leur centre de tri.

Annoncé à la fin janvier, le programme d'aide en question

doit s'étaler de 2009 à 2012. Doté d'une enveloppe de quelque 5 millions de dollars, il vise notamment à accroître la modernisation des centres de tri québécois.

« Les montants semblent toucher les mesures futures, mais la crise a commencé en 2008. Il

L'administration Tremblay a proposé que le centre de tri puisse bénéficier rétroactivement du programme provincial de modernisation des équipements.

serait donc facile pour la ministre (de l'Environnement, Line Beauchamp) de s'assurer que Tiru est admissible au programme », a indiqué le responsable de l'Environnement à la Ville de Montréal, Alan DeSousa.

Selon des informations non confirmées (Tiru refuse de

dévoiler ses chiffres), l'entreprise a investi 2 millions de dollars en 2007, puis 4 millions en 2008 pour moderniser ses installations.

« Ces investissements militent en faveur de Tiru, renchérit le maire de Laval, Gilles

Vaillancourt. Si l'entreprise avait droit à cette aide, c'est certain que ce serait un pas intéressant. »

Les réactions de Montréal et de Laval font suite à l'ultimatum lancé par le Groupe Tiru, filiale du géant français EDF, qui menace de mettre fin à ses activités s'il n'obtient l'aide de personne.

Propriétaire du centre de tri Saint-Michel, l'entreprise évalue ses pertes hebdomadaires à quelque 150 000 \$. Cela est attribuable à son plan d'affaires, qui n'est plus adapté à la situation économique. L'an dernier, Tiru a proposé à Montréal et Laval de prendre leurs matières recyclables tout à fait gratuitement, estimant pouvoir faire des profits uniquement en les revendant sur le marché. Or, ce marché s'est effondré.

Cela dit, une portion de l'enveloppe de 5 millions aiderait-elle réellement l'entreprise à se redresser? « Cela peut être une piste de solution, indique Michel Parent, de Tiru. Mais il ne faut pas oublier que d'autres centres de tri ont aussi investi, comme Tricentris et Matrec. L'enveloppe de 4,8 millions serait-elle assez grosse? J'en doute. »

À Québec, on ne veut pas se mouiller pour l'instant. Au cabinet de la ministre Beauchamp, on renvoie la balle au comité conjoint sur le marché des matières recyclables, mis sur pied il y a quelques semaines.

« Les paramètres du programme n'ont pas encore été fixés, a indiqué Dave Leclerc, porte-parole de la ministre. Les municipalités pourront donc faire leurs recommandations au comité. Tout cela sera pris en délibéré. »

CYBERPRESSE.CA
TRI
 Consultez notre dossier complet et voyez la galerie de photos sur cyberpresse.ca/tri

porter

Vous cherchez une meilleure façon de vous rendre à Toronto? Voici une réponse:

- ✓ 9 vols quotidiens directs depuis Montréal
- ✓ Débarquez au centre-ville de Toronto
- ✓ Accès exclusif à notre salon d'attente
- ✓ Bière, boissons et collations gratuites
- ✓ Sièges spacieux en cuir
- ✓ Navette gratuite vers la gare Union

Prenez un de nos 9 vols quotidiens sans escale au départ de Montréal vers l'aéroport du centre-ville de Toronto à partir de **79 \$***

Réservez en ligne, appelez le 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyage.

* Réservez avant le 18 février 2009 pour vos trajets avant le 30 avril 2009. Achat requis 7 jours à l'avance. Le trajet aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges offerts à ce tarif sont en quantité limitée et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols. Valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com



POLITIQUE

Annulation de la reconstitution de la bataille des plaines d'Abraham

Les craintes pour la sécurité l'emportent

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La Commission des champs de bataille nationaux a battu en retraite. L'organisme fédéral a annoncé hier qu'il renonçait à organiser une reconstitution de la fameuse bataille qui avait opposé Wolfe et Montcalm, sur les plaines d'Abraham, pour marquer son 250^e anniversaire.

Bien des groupes souverainistes avaient promis de faire du grabuge en marge des événements, et «on ne voulait pas organiser une bataille au poivre de Cayenne», a laissé tomber hier le président de la Commission, André Juneau, plongé depuis des semaines dans la controverse.

En pensant organiser une reconstitution de la bataille de septembre 1759 et même un bal masqué pour commémorer l'événement, la Commission a sous-estimé la «sensibilité» qu'éprouvait encore la population québécoise face à la Conquête, a-t-il reconnu. «Ce débat très émotif nous a permis de mieux saisir les sensibilités de la population à l'égard de ces rappels historiques», observe-t-il.

Surtout, les risques pour la sécurité, qui étaient devenus évidents selon M. Juneau, ont convaincu les organisateurs. «Les déclarations publiées par les médias ont rapidement pris une tournure politique, avant de carrément tourner au vinaigre, dans une cacophonie de procès d'intention et de menaces à peine voilées», a-t-il soutenu.

Selon Stéphane Tremblay, du Corps historique du Québec, le regroupement des amis de l'histoire qui souhaitaient participer à la reconstitution de la bataille, «on ne peut en toute conscience exposer nos membres aux dangers évoqués publiquement. On trouve scabreux que la menace de violence ait été utilisée pour faire avorter ce projet. La possibilité qu'il y ait de

la casse, et même qu'on mette le feu aux campements, ne pouvait être tolérée par les organisateurs».

«On ne pouvait garantir la sécurité des familles et des enfants qui auraient participé à l'événement», a résumé M. Juneau. Au cours des dernières semaines, plusieurs ténors souverainistes avaient promis de perturber les événements organisés par la Commission l'été prochain. Le plus véhément, le cinéaste Pierre Falardeau, avait monté le ton après que le maire de Québec, Régis Labeaume, eut invité tout le monde au calme.

«On va leur en faire une célébration, on va en organiser une.

Les risques pour la sécurité ont convaincu les organisateurs de battre en retraite. «Les déclarations publiées par les médias ont rapidement pris une tournure politique, avant de carrément tourner au vinaigre, dans une cacophonie de procès d'intention et de menaces à peine voilées», a soutenu le président de la Commission des champs de bataille nationaux.

Tu vas voir qu'il y en a qui vont se faire brasser le cul. Les touristes à Québec, j'en ai rien à criser», avait déclaré le cinéaste.

De l'avis d'André Juneau, il n'y avait rien de «festif» dans ce rappel des batailles des Plaines et de Sainte-Foy. «On a un devoir de mémoire, mais aussi un devoir de sécurité», résume-t-il.

La reconstitution de la bataille, de même que le «bal masqué» qui devait rappeler l'opulence de la vie dans la colonie française, sont donc annulés. En revanche, la Commission maintient quelques éléments de son programme initial: des fouilles archéologiques, des publications, une journée sur l'impact de la guerre de Sept ans et une exposition sur Québec en état de siège.

À la sortie de la conférence de presse, en présence d'une quin-

zaine de manifestants, des ténors du mouvement souverainiste criaient victoire, satisfaits de voir la Commission des champs de bataille nationaux battre en retraite.

Réajuster le tir

Le Mouvement Impératif français et la Société Saint-Jean-Baptiste ont tout de même décidé de maintenir la manifestation prévue samedi prochain devant le Parlement fédéral. Pour leurs porte-parole, Jean-Paul Perreault et Mario Beaulieu, il était inconcevable que les Québécois participent à souligner une défaite militaire qui a asservi la majorité francophone du Québec.

«S'il voulait faire un geste élégant, Ottawa retournerait à Québec la propriété des plaines d'Abraham», a lancé M. Perreault, soulignant le précédent de l'île Sainte-Hélène.

Avec cet acquis, les adversaires du projet de reconstitution devront réajuster le tir. «Pour nous, à partir du moment où on nous enlève la formidable scène de la reconstitution, il faut corriger le tir, corriger le discours», a précisé Patrick Bourgeois, éditeur du *Québécois* et leader du Réseau de résistance du Québec.

Le site internet du *Québécois* avait présenté une pétition contre cette reconstitution. En trois jours, 4500 personnes avaient signé, rappelle M. Bourgeois. Bien sûr, il y a eu plusieurs sorties excessives, des appels à la violence, convient-il.

«On est en situation de conflit national, on fait avancer notre position indépendantiste. On s'est fait du capital politique avec ça. Ceux qui ont perdu leur "Carnaval" devront trouver d'autres façons de commémorer le passé que de faire des trucs festifs», a déclaré M. Bourgeois, se disant «satisfait que la commission ait laissé tomber le principal irritant, la reconstitution».

Il reconnaît que sa pétition en ligne «contenait des appels à la violence. Pas à cause de nous. On ne peut contrôler tout le monde, je ne veux pas qu'on mette l'accent sur des excités indépendantistes qui iraient sur les Plaines faire capot

féfé des menaces de violence et que le Bloc québécois ait fait de la petite politique avec ça, a déclaré M. Moore. Cela nuit à la ville de Québec, que j'aime beaucoup, et à sa réputation internationale.»

Le nouveau chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, se trouvait à Québec pour rencontrer le maire Régis Labeaume, qui s'est dit «très étonné des accès de violence».

Pour M. Ignatieff, il n'y avait aucun mal à commémorer la bataille des plaines d'Abraham, pourvu que ce soit «digne, sobre et respectueux». La Commission avait «tout le respect pour le contexte historique».

«Aux États-Unis, ils refont les batailles de la guerre civile, beaucoup plus tragiques, beaucoup plus meurtrières que celle que nous avons connue sur les plaines d'Abraham. Et ils agissent d'une façon respectueuse», a-t-il expliqué à l'issue de sa rencontre avec M. Labeaume, quelques minutes avant que la Commission n'annonce l'annulation de la reconstitution.

«Ce n'est pas à moi de dire s'il faut refaire la bataille. Ce n'est pas mon jeu. Je ne suis ni pour ni contre», a-t-il affirmé.

M. Ignatieff a dit ne pas avoir envie de «faire la fête» car la bataille des Plaines fut «un moment de défaite, une tragédie pour la colonie française à l'époque».

Pour Françoise David, de Québec solidaire, «il était inconcevable de tenir ces événements qui avaient toutes les allures d'une célébration. Il n'y a pourtant rien à célébrer dans une conquête coloniale! Pour qu'une telle erreur de jugement ne se reproduise plus, nous appuyons la suggestion faite par certains de rapatrier la juridiction des plaines d'Abraham au Québec».

Avec la collaboration de Tommy Chouinard et de Mario Cloutier

TOYOTA GABRIEL
TOYOTA PRESIDENT

Pensez plus, dépensez moins:
90 jours sans aucun paiement sur tous les modèles en stock

Démarez plus futé

YARIS 2009
A partir de **149\$***
par mois.
Location 60 mois.
Transport et préparation inclus

Taux de financement à partir de **2,9%** | Rabais de **250\$†**

Photo à titre indicatif seulement. *Offre d'une durée limitée sur la Yaris Berline manuelle (BT903M AA 09). Comptant de 3150\$. 0\$ dépôt de sécurité. Taxes en sus. †Offre de financement à l'achat de 2,9% jusqu'à 36 mois sur les modèles Yaris 2009 neufs en stock. ‡Un montant de 250\$ (Yaris 2009) sera déduit du prix du véhicule avant taxes et applicable à l'achat de ces modèles neufs en stock. À la location de ces modèles, la mensualité tient déjà compte du rabais appliqué au montant total de location. Détails chez Toyota Gabriel et Toyota Président.

TOYOTA Gabriel
3333, Côte-de-Liesse, St-Laurent
(entre boul. Décarie et boul. Acadie)
(514) 748-7777

TOYOTA SERVICES FINANCIERS

TOYOTA Président
1920, Sainte-Catherine Ouest
(Centre-Ville coin St-Marc) Montréal
(514) 937-7777

20 au 22 février 2009
200 EXPOSANTS

7^e SALON DU Vélo EXPODIUM
Place Bonaventure Montréal

Vélos | Vêtements | Composantes | Accessoires | Circuits cyclables | Voyages

EN GRANDE PRIMEUR

> Venez voir et essayer BIXI, le tout nouveau système de vélo en libre-service à Montréal
> Le vélo à changement de vitesse électronique de Shimano
> La plus importante section cyclotourisme au Canada
> Découvrez les plus belles pistes cyclables du Québec et de l'Ontario

Vendredi : 12h à 21h
Samedi : 10h à 19h
Dimanche : 10h à 17h

Dimanche : Journée de la famille
GRATUIT POUR LES ENFANTS!

www.expodium.ca

swiss international de Leves
bixi
évasion
LA PRESSE cyberpresse.ca
velomag
FOSC

EN BREF

La police de Québec était prête à faire face à des débordements

Mettez côte à côte une douzaine de manifestants du Réseau de résistance du Québec et un fédéraliste convaincu et vous obtiendrez... une grosse engueulade. L'unité de contrôle de foule de la police de Québec était prête à intervenir, hier, à l'entrée de la Maison de la découverte, où se déroulait la conférence de presse de la Commission des champs de bataille nationaux. Mais la douzaine de manifestants, armés seulement de quelques drapeaux, n'avait rien de dangereux. N'empêche, des enquêteurs étaient sur place pour prendre des photos et ainsi regarnir l'album de famille souverainiste. Chose curieuse, le grabuge est venu d'un passant, fédéraliste convaincu, qui s'est mis à invectiver les manifestants, visiblement contrarié de l'annulation de la reconstitution. «Vous êtes un gang de pauvres pouilleux! Il va y avoir des pressions et la gang de séparatistes, vous allez y goûter», a crié le badaud. Après quelques minutes de discussion animée, les choses en sont restées là. - Le Soleil

Faire les bons choix

Développement durable • Finance socialement responsable
Maintien et création d'emplois • Épargne-retraite peu coûteuse

30% de crédits d'impôt + REER

ÇA, C'EST GARANTI!

Renseignements et coordonnées de nos bureaux:
514 525-5505
1 800 253-6665
www.fondation.com

Adhésion en ligne • Prêt REER

FONDATION CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI

Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Veuillez lire le prospectus simplifié de Fondation, notamment les sections portant sur les dispositions relatives aux aspects fiscaux. Le prospectus est disponible à nos bureaux ou dans notre site Internet.

OBAMA EN VISITE DEMAIN À OTTAWA

Le président américain en entrevue à CBC

« Nous dépendons du Canada »

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le président des États-Unis, Barack Obama, se veut rassurant: le plan de relance de 787 milliards de dollars adopté par son administration vise à stimuler l'économie américaine enfoncée dans une profonde récession et non pas à ériger des barrières protectionnistes.

Dans une entrevue accordée au réseau CBC, hier, deux jours avant sa visite officielle au Canada, le nouvel homme fort de la Maison-Blanche a affirmé que les Canadiens n'ont pas à craindre les mesures contenues dans ce plan de relance, dont la clause dite « Buy America ».

M. Obama a affirmé que les autorités américaines entendent respecter leurs obligations internationales en matière de

ricain, la semaine dernière, cette clause a été amendée pour préciser que les autorités américaines encourageaient l'achat local tout en respectant les obligations internationales des États-Unis en matière de commerce.

« Les Canadiens ne devraient pas s'inquiéter outre mesure. Si on examine l'histoire, l'une des choses les plus importantes dans une récession mondiale comme celle que nous traversons, c'est de s'assurer que chaque pays n'adopte pas des politiques protectionnistes. Cela risque de nuire encore plus commerce international », a affirmé le président américain.

« Mon administration s'est engagée à faire en sorte de renforcer l'économie américaine de manière à permettre en même temps à nos partenaires commerciaux, comme

protection de l'environnement et des travailleurs.

Barack Obama ne croit pas qu'il faille déchirer l'accord actuel et relancer les négociations à zéro. Il affirme qu'il serait satisfait que l'on incorpore les ententes parallèles sur l'environnement et la protection des travailleurs dans l'entente-cadre de manière à ce que l'on puisse les appliquer pleinement.

Cela dit, le président américain est catégorique: son administration ne veut pas faire de geste qui aurait pour effet de ralentir les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis.

« Le Canada est l'un de nos partenaires commerciaux les plus importants. Nous dépendons largement du Canada. La valeur des échanges commerciaux atteint 1,5 milliard de dollars par jour dans les deux sens. Ce n'est pas dans l'intérêt de personne que ces échanges diminuent », affirme M. Obama.

Poursuivre la mission afghane

Par ailleurs, le président souhaite que le Canada continue à jouer un rôle important en Afghanistan après le retrait des 2500 soldats canadiens prévu en 2011.

En réponse à une question du chef d'antenne de CBC, Peter Mansbridge, M. Obama a salué le rôle important joué en Afghanistan par le Canada depuis 2002. Il a évoqué la « contribution extraordinaire » du Canada et exprimé sa gratitude à l'endroit des familles ayant perdu un proche dans cette difficile lutte contre le terrorisme.

Le président compte profiter de sa première rencontre avec le premier ministre Stephen Harper demain pour discuter de la suite des choses dans ce pays ravagé par des années de guerre. Durant la dernière campagne présidentielle,



PHOTO CHARLES DHARAPAK, ASSOCIATED PRESS

Dans sa première entrevue accordée à un média canadien, hier, le président Barack Obama a affirmé que les Canadiens n'ont pas à craindre les mesures contenues dans son plan de relance, dont la clause dite « Buy America ».

Le président américain est catégorique: son administration ne veut pas faire de geste qui aurait pour effet de ralentir les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis.

commerce, dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), dans la mise en œuvre de ce plan économique.

La version initiale du plan de relance contenait une clause « Buy America » stipulant que les entreprises ayant des contrats pour des projets d'infrastructure devaient acheter le fer et l'acier entièrement aux États-Unis. Cette clause avait été dénoncée par le Canada et l'Union européenne comme étant le début d'une guerre protectionniste qui pourrait annihiler les chances de reprise mondiale à court terme.

Dans la version définitive du plan adoptée par le Congrès amé-

ricain, la semaine dernière, cette clause a été amendée pour préciser que les autorités américaines encourageaient l'achat local tout en respectant les obligations internationales des États-Unis en matière de commerce.

« Les Canadiens ne devraient pas s'inquiéter outre mesure. Si on examine l'histoire, l'une des choses les plus importantes dans une récession mondiale comme celle que nous traversons, c'est de s'assurer que chaque pays n'adopte pas des politiques protectionnistes. Cela risque de nuire encore plus commerce international », a affirmé le président américain.

« Mon administration s'est engagée à faire en sorte de renforcer l'économie américaine de manière à permettre en même temps à nos partenaires commerciaux, comme

LA VISITE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

10h30 > Barack Obama arrive à l'aéroport international d'Ottawa. Il est accueilli par la gouverneure générale, Michaëlle Jean.

11h40 > Le président arrive sur la colline parlementaire. Il est accueilli par le premier ministre Stephen Harper.

11h55 > Les deux leaders ont une rencontre privée d'une dizaine de minutes au bureau du premier ministre. Aucun proche collaborateur n'est présent.

12h05 > La rencontre entre les deux hommes est élargie pour inclure un groupe restreint de proches collaborateurs.

12h35 > Les deux leaders participent à un dîner de travail. Des hauts fonctionnaires des deux pays sont présents à la rencontre.

14h45 > Conférence de presse commune de Stephen Harper et de Barack Obama.

15h15 > Stephen Harper et Barack Obama visitent la bibliothèque du Parlement.

15h40 > Barack Obama quitte la colline parlementaire pour se rendre à l'aéroport.

16h > Le président américain rencontre le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff.

16h30 > Barack Obama quitte Ottawa pour rentrer à Washington.

Obama entend « revitaliser les alliances »

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le président Obama se servira de sa visite à Ottawa pour tisser à nouveau des liens privilégiés avec ce précieux partenaire, allié et voisin qu'est le Canada. C'est ce qu'ont déclaré des collaborateurs du président lors d'une conférence, hier, en vue de sa très attendue visite à Ottawa, demain.

« Le président a très hâte à la visite, ont-ils dit. Il a exprimé son souhait au premier ministre (Stephen) Harper que ce soit une occasion pour eux d'approfon-

dir leur relation personnelle, de même que leur relation de travail, entre deux partenaires et alliés d'une importance vitale. »

La Maison-Blanche a, au cours de cet appel, rappelé à plusieurs reprises que les deux pays entretenaient des relations commerciales engendrant quelque 1,5 milliard d'échanges chaque jour.

« L'une des choses sur lesquelles le président mettra l'accent, tout comme la secrétaire (d'État Hillary) Clinton dans son voyage actuel, est qu'il est d'une importance vitale que les États-Unis revitalisent leurs alliances, qu'ils

cherchent des occasions pour faire avancer nos buts et intérêts partagés », ont déclaré les porte-paroles.

L'ALENA sera à l'ordre du jour, a confirmé la Maison-Blanche durant cette téléconférence, en précisant que M. Obama souhaitait profiter de l'occasion pour convaincre Stephen Harper du bien-fondé de sa position dans le dossier.

M. Obama entend aussi discuter de nouvelles technologies pour permettre de développer le potentiel énergétique du Canada, des États-Unis et du Mexique, tout en s'attaquant aux défis des changements climatiques.

Deux excellentes nouvelles... économiques!

ACURA
DEVANT.

TSX⁰⁹



368\$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAIEMENT PAR MOIS EN LOCATION 36 MOIS[†]

OU UN RABAIS À L'ACHAT COMPTANT JUSQU'À **2500\$***

À partir de
1,9%

FINANCIEMENT
À LA LOCATION
JUSQU'À 36 MOIS

Taux nominal sur modèles
sélectionnés *

RDX⁰⁹
TURBO AVEC AWD



428\$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAIEMENT PAR MOIS EN LOCATION 48 MOIS[†]

OU UN RABAIS À L'ACHAT COMPTANT JUSQU'À **4000\$***

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

* Pour information seulement: 7,9% à 1,9%, taux effectif en vigueur, en considérant les rabais accordés aux clients qui achètent un véhicule en payant comptant. Le rabais comptant ne peut être combiné aux offres spéciales de financement. Les offres de location d'une durée limitée sur tous les nouveaux véhicules Acura 2009 par le biais des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. Le taux en location est de 1,9% sur la durée limitée de 36 mois pour la TSX et de 2,9% pour le RDX. Les offres de location d'une durée limitée sur tous les nouveaux véhicules Acura 2009 par le biais des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 428 \$/368 \$, moyennant un versement initial de 6 488 \$/5 598 \$ sur un véhicule de reprise d'une valeur équivalente par le RDX/TSX. Les frais d'inscription au RDX/RDX, incluant les droits de registre, les frais de transport et d'inspection pré-livraison et un dépôt de garantie de 1825 \$/1725\$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie des l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'entretien, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Allocation de 96 000/72 000 kilomètres; frais de 0,15\$/km excédentaire. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Une commande/un échange de la part du concessionnaire pourrait être nécessaire. Valable sur les véhicules en inventaire actuellement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. * Les rabais comptant jusqu'à 4 000\$ sont offerts aux clients qui paient comptant seulement sur le modèle Acura RDX Tech 2009 (T81859K). Les rabais comptant jusqu'à 2 500\$ sont offerts aux clients qui paient comptant seulement sur le modèle Acura TSX Tech 2009 (CJ2669F). Le rabais comptant peut être combiné aux offres spéciales de financement ou de location. Le concessionnaire peut avoir à échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire actuellement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

OBAMA EN VISITE DEMAIN À OTTAWA

Obama veut des sables bitumineux plus verts

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Le président des États-Unis, Barack Obama, juge que le Canada doit travailler à réduire les émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'extraction du pétrole des sables bitumineux.

Dans une entrevue au réseau CBC, le président Obama a estimé que cette méthode de production du pétrole laissait une trop grande empreinte écologique et qu'il fallait miser sur les technologies vertes pour développer des procédés de séquestration du carbone, afin de capter les émissions de GES avant qu'elles ne se rendent dans l'atmosphère.

«Le dilemme du Canada, des États-Unis, de la Chine et du monde entier est de trouver comment obtenir l'énergie dont nous avons besoin pour faire croître nos économies sans faire accélérer rapidement les changements climatiques», a dit le président Obama, à CBC.

« Nous devons travailler ensemble pour trouver l'équilibre entre les impératifs de la croissance économique et les effets que nous avons sur notre planète. »

Il estime que la lutte contre les changements climatiques ne peut se faire de façon isolée et que le Canada et les États-Unis devront collaborer, de même que le Mexique, mais aussi la Chine et l'Inde, dont les besoins en énergie sont immenses.

«Nous devons tous travailler ensemble de façon efficace pour trouver l'équilibre entre les impératifs de la croissance économique et les préoccupations réelles quant aux effets que nous avons sur notre planète», a souligné Barack Obama.

«Ultimement, je pense que ça peut être résolu par la technologie», a-t-il ajouté, précisant que le problème se pose aux États-Unis avec le charbon, source d'énergie peu coûteuse, mais très polluante.

Mise en garde

Les propos du président américain ont fait écho, hier, à la mise en garde d'environnementalistes canadiens et américains qui estiment que le Canada risque de se retrouver isolé s'il ne modifie par sa position, notamment sur les sables bitumineux, que le gouvernement Harper défend bec et ongles.

«Je ne pense pas que l'administration ou le Congrès améri-

cain accepteront de cautionner une politique canadienne qui n'irait pas dans la direction qu'on veut faire prendre aux États-Unis», a souligné Alden Meyer, de l'organisation écologiste américaine Union of Concerned Scientists.

«Il n'y a pas de doute qu'il y a des avantages à acheter l'énergie au Canada, étant donné l'étroite relation que nous avons, mais je ne pense pas que le président Obama veut faire ça aux dépens de l'environnement», a-t-il ajouté.

Les environnementalistes craignent que Stephen Harper tente de soustraire les sables bitumineux de la liste des carburants dits «polluants» et rejetés par les Américains.

«Le gouvernement canadien va faire tout en son pouvoir pour favoriser le pétrole issu des sables bitumineux dans toute réglementation aux États-Unis», a critiqué Steven Guilbeault, d'Équiterre, qui estime que le Canada n'aura pas le choix de se conformer à des standards plus sévères.

«L'ensemble de la planète va de l'avant. On va se faire imposer ces normes-là par nos partenaires économiques et politiques. On peut jouer à l'autruche, mais ça s'en vient et très rapidement, a-t-il souligné. Est-ce qu'on peut se permettre d'arrêter de vendre le pétrole issu des sables bitumineux aux États-Unis? Non. Si la question, c'est: «On arrête de vendre ou on nettoie, on va nettoyer. On va mettre en place des règlements, on va faire payer les compagnies.»

Nouvelles pratiques

Le gouvernement ne doit pas condamner l'industrie des sables bitumineux, mais bien lui faire adopter des pratiques plus vertes, croit pour sa part Matthew Bramley, de l'Institut Pembina. «Plusieurs analystes soutiennent que l'industrie des sables bitumineux pourrait radicalement réduire ses émissions de gaz à effet de serre tout en continuant de produire, a-t-il expliqué. Les profits seraient peut-être un peu inférieurs, mais ce sera toujours une industrie profitable, même si on exige la capture des émissions produites par les sables bitumineux.»

Les environnementalistes espèrent que le président américain, en visite à Ottawa demain, fera entendre raison au premier ministre Harper sur les efforts à déployer dans la lutte aux changements climatiques. Selon eux, il ne sera pas possible pour le Canada de travailler en collaboration avec les États-Unis tant que les efforts ne seront pas comparables quant aux investissements et à la réglementation.



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

La plupart des rencontres se dérouleront au parlement, où les règles de sécurité ont été décuplées.

Ottawa, ville assiégée

Des mesures de sécurité exceptionnelles entourent la visite du président américain

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Les choses semblaient presque normales sur la colline parlementaire, hier après-midi. Mis à part des ouvriers qui installaient une vitre pare-balles géante à l'entrée de l'Édifice du Centre et des gros VUS avec des hommes aux lunettes fumées à l'intérieur qui faisaient et refaisaient le demi-cercle devant le parlement.

Le calme avant la tempête? Sans doute. Car à lire les dizaines de reportages qui ont été faits sur la sécurité entourant la visite de Barack Obama à Ottawa demain, on peut croire que la ville sera quasiment en état de siège.

Les policiers l'ont presque confirmé, hier, en conférence de presse. «Le public peut s'attendre à des fermetures de routes non planifiées, des changements de circuits d'autobus et dans les stationnements du centre-ville.»

Air Force One et sa suite d'appareils gouvernementaux et militaires doivent atterrir à 10h30 à l'aéroport d'Ottawa, mais des rues seront fermées dès 7h30. La circulation aérienne sera partiellement suspendue. Et les visites publiques du Parlement, arrêtées pour deux jours.

Surtout depuis le 11 septembre 2001, la visite d'un président américain vient avec ses mesures de précautions.

À sa sortie de l'avion, Barack Obama sera accueilli par la gou-

verneure générale, Michaëlle Jean, avant de prendre place dans «la bête».

La bête est le surnom donné à la voiture présidentielle, une Cadillac aux vitres blindées et bâtie pour résister même aux attaques chimiques. Les autorités américaines transportent ce modèle unique en son genre en avion.

La bête et ses escortes prendront donc le chemin du parlement, peut-être en longeant le canal Rideau, où le premier ministre Stephen Harper accueillera le président.

La plupart des rencontres se dérouleront au parlement, où les règles de sécurité sont pour l'occasion décuplées.

Les curieux pourront voir M. Obama faire son entrée dans l'édifice, puisqu'il a été décidé de leur permettre de se tenir sur

la pelouse, en avant. Hier, des employés installaient des clôtures de métal un peu partout pour contenir la foule.

D'autres curieux pourront se masser le long de certaines rues, derrière des barrières toujours, et ainsi être témoins de la première visite du président Obama à l'étranger.

Barack Obama et sa suite prendront le chemin du retour en fin de journée, vers 16h. Ils repasseront par des rues vides et aux plaques d'égout soudées. Avant de remonter dans l'avion pour Washington, le président rencontrera le chef de l'opposition, Michael Ignatieff, à l'aéroport.

Ainsi doit se terminer cette visite de sept heures qui aura nécessité des semaines de planification.

IGNATIEFF VEUT DISCUTER D'AFGHANISTAN AVEC OBAMA

QUÉBEC — Le Canada doit retirer ses troupes d'Afghanistan en 2011 comme prévu même si le président américain Barack Obama demande de prolonger la mission, estime Michael Ignatieff. Lors de la rencontre qu'il aura avec M. Obama jeudi, le chef libéral entend lui dire «clairement» que la mission militaire du Canada prendra fin en 2011. Le Canada entend toutefois participer à l'élaboration d'une nouvelle stratégie en Afghanistan. «Nous sommes un peu perdus en Afghanistan, pour parler franchement. Je soutiens la mission, mais nous sommes un peu perdus. Il faut retrouver la bonne stratégie», a expliqué M. Ignatieff hier, à la sortie d'une rencontre avec le maire de Québec, Régis Labeaume. Il s'est prononcé pour le projet de TGV dans le couloir Québec-Windsor. «Je suis entièrement pour ce projet. Je vais travailler avec le maire Labeaume afin de le faire cheminer.»

— Tommy Chouinard



France 799\$

A PARTIR DE

TAXES ET SURCHARGES COMPRISES

A/R

www.airfrance.ca

4 vols quotidiens de Montréal dès le 4 mai

Tarifs au départ de Montréal, Québec, Ottawa et Toronto vers Paris. Départs entre le 1er mars et le 18 juin. Émission des billets au plus tard le 3 mars 2009. Séjour minimum un dimanche à destination, maximum 2 mois. Le prix inclut les taxes et surcharges et est sujet à variation selon le taux de change. D'autres destinations sont disponibles à d'autres prix. Tarifs applicables aux nouvelles réservations uniquement et sujets à changement sans préavis. Nombre de sièges limité. Modification/remboursement assujettis à certains frais. Des frais de services de 10\$ par personne peuvent s'appliquer pour les billets émis au Centre de ventes et service Air France et de 15\$ par personne pour les billets émis dans les Agences Air France. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

Une valise et un rêve



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

J'ai terminé ce reportage comme on termine un long voyage. Une dizaine de carnets de notes noircis, des images plein la tête, de nouvelles questions sans réponse. Et cette impression étrange d'avoir été dépaycée. D'autant plus dépaycée que je n'ai pas quitté Montréal.

Pendant six mois, j'ai suivi le parcours de trois familles arrivées depuis peu dans la grande région de Montréal. Le reportage, publié samedi et dimanche dernier, s'appelait « Voyage au pays de l'immigré ». Ce « pays » auquel je faisais référence n'est ni celui que ces familles ont quitté, ni le pays rêvé où elles croyaient atterrir. C'est le plus souvent un lieu de privation et de courage suspendu entre les deux, ni très riche, ni très confortable, où vivent bien des nouveaux arrivants en attendant que leurs enfants accèdent au vrai pays rêvé.

J'ai beau moi-même être fille d'immigrants, je me suis peu reconnue dans la réalité de ces trois familles. Leur expérience

m'a semblé à bien des égards très différente de celle de mes parents, qui se sont rencontrés ici en 1967, à l'époque où le Québec s'ouvrait sur le monde. Comme les familles que j'ai suivies, mes parents sont arrivés à Montréal avec une valise, des diplômes et un rêve. Comme les familles que j'ai suivies, ils ont bien sûr travaillé fort pour s'approcher de ce rêve. Mais de façon générale, la réalité de l'immigration est autrement plus dure aujourd'hui. Les immigrants admis au pays avant le début des années 80 réussissaient en quelques années seulement à avoir des revenus semblables à ceux de l'ensemble de la population. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

De plus en plus, l'univers de l'immigré en est malheureusement un marqué par la pauvreté et ce, même si les gens qui atterrissent ici sont plus scolarisés que jamais. C'est là un des ratés majeurs de notre politique d'immigration. Un raté que l'on ne peut plus se permettre d'ignorer. La proportion des immigrants montréalais vivant sous le seuil

de la pauvreté est passée de 29 % en 1980 à plus de 40 % au début des années 2000. Quand on voit ces chiffres, on a tendance à imaginer qu'il s'agit nécessairement des gens peu scolarisés qui ne maîtrisent pas la langue du pays. Mais sur le terrain, on réalise que le visage de la pauvreté est parfois loin, très loin, de l'image préconçue que l'on s'en fait. Je pense entre autres à Hocine, cet ingénieur en géophysique venu d'Algérie dont j'ai suivi le parcours. Il est brillant, il est bardé de diplômes, il est francophone et il

taux de chômage élevés chez les immigrants sont multiples: obstacles à la reconnaissance des diplômes étrangers, difficulté d'accès au permis d'exercice pour les professions régies par un ordre professionnel, obstacles pour obtenir une « expérience canadienne », absence de réseau, maîtrise insuffisante de la langue... Et discrimination aussi, bien sûr. Un phénomène sournois, mais toujours présent. Beaucoup trop d'employeurs demeurent frileux devant des CV d'immigrés.

pour le pire... Le plus souvent, ils doivent accepter de recommencer à zéro.

Je pense à Ping Fan, ce médecin chinois qui menait une vie de privilégié en Chine, habitant dans une grande maison avec des domestiques. Lui et sa femme Lyn, médecin elle aussi, ont tout quitté pour que leur fils de 10 ans ait une éducation de qualité ici. Lyn, qui travaillait dans l'industrie pharmaceutique, a finalement décidé de retourner pour quelques mois en Chine afin d'assurer un revenu à la famille. Le père s'est ainsi retrouvé seul avec son fils, mettant sa vie entre parenthèses dans l'espoir que son enfant réussisse, avec un horaire d'études quasi militaire.

Au début du reportage, le français de Ping était difficile à déchiffrer. Six mois plus tard, il s'exprimait de mieux en mieux et songeait à retourner à l'université pour pouvoir travailler ici. Mais il était devenu si maigre que je me suis inquiétée pour lui. « C'est peut-être le stress », me disait-il, les traits tirés. Il m'a fait penser à un coureur de fond blessé qui continue à courir malgré tout, en empoignant fermement la main de son fils derrière lui. Rêver, quoi qu'on en dise, peut être épuisant.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse: rima.elkouri@lapresse.ca

De plus en plus, l'univers de l'immigré en est malheureusement un marqué par la pauvreté et ce, même si les gens qui atterrissent ici sont plus scolarisés que jamais.

ne demande qu'à travailler. Tout cela ne l'a pas empêché de devoir se résigner à faire la queue à la banque alimentaire pour arriver à joindre les deux bouts.

Comment se fait-il que l'on en soit arrivé là? Pourquoi l'intégration économique d'immigrants pourtant qualifiés est-elle si difficile au Québec? Le problème est « multidimensionnel », me dit Marie-Thérèse Chicha, professeure de relations industrielles à l'Université de Montréal, qui a longuement étudié la question. Les facteurs qui expliquent les

Ce qui m'a aussi frappée en côtoyant ces trois familles en quête d'une nouvelle vie, c'est l'incroyable sens du sacrifice de ces parents qui quittent tout pour offrir un meilleur avenir à leurs enfants. On a tendance à croire que les immigrés sont nécessairement des gens qui fuient la misère de leur pays pour aspirer à un plus grand confort. Or, il s'en trouve aussi qui quittent volontairement un certain confort dans l'espoir d'aspirer à mieux, de réinventer leur vie. Pour le meilleur et

EN BREF

Grève à l'UQAM

Les professeurs de l'UQAM ont voté à 76 % en faveur d'une seconde journée de grève, qui aura lieu demain. Ils ont aussi chargé le Syndicat des professeurs de l'UQAM de déclencher trois autres jours de grève (25, 27 février et 10 mars) s'il le juge opportun. Les profs veulent « amener l'Univer-

sité à accélérer les négociations et à déposer enfin une proposition complète de règlement en réponse aux demandes syndicales », selon un communiqué. Malgré la grève des professeurs, l'UQAM sera ouverte demain. Les cours donnés par les chargés de cours ne seront pas annulés. L'UQAM dit devoir présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire avant de pouvoir faire des offres monétaires à ses employés. - Marie Allard

SANS LIGNE
ROUGE

Le blogue de
François Gagnon sur
cyberpresse.ca

DuProprio.com
PRÉSENTE

2\$ DE RABAIS
SALON CHALETS ET MAISONS DE CAMPAGNE

Salon Chalets

et Maisons de campagne

19-22 FÉVRIER 2009
STADE OLYMPIQUE
WWW.SALONCHALET.COM

Donnez vie
à vos projets

EN GRANDE
PRIMEUR

LA MAISON CHAMPÊTRE
ÉCO-ÉNERGÉTIQUE

BONNEVILLE

Multi-Prêts
COURTIER HYPOTHÉCAIRE
PRÉSENTE

SEPT NOUVEAUX CHALETS GRANDEUR NATURE

À VISITER!



400 EXPOSANTS CIBLÉS • TERRAINS À VENDRE
PLUS DE 100 CONSTRUCTEURS ET PROMOTEURS IMMOBILIERS

En collaboration avec:

LA PRESSE

ISOLATION IPPERSIEL

Techniseal

Solarium PARIS

Partenaire média: 98.5fm

Stade olympique (métro Pie-IX)

HEURES D'OUVERTURE:

Jeu. 19 février: 12 h - 21 h

Vend. 20 février: 10 h - 21 h

Samedi 21 février: 10 h - 21 h

Dimanche 22 février: 10 h - 17 h

PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses):

Adultes: 14 \$

Étudiants / aînés: 12 \$

Enfants (6 à 12 ans): 6 \$

Enfants (0 à 5 ans): gratuit

Forfait 2 Salons avec Salon Habitat: 20 \$

DuProprio.com

DU 19 AU 22 FÉVRIER 2009 AU STADE OLYMPIQUE

Salon Chalets

et Maisons de campagne

2\$

OBTENEZ 2\$ DE RABAIS
SUR LE TARIF RÉGULIER ADULTE

Détacher et remettre à la billetterie du Stade olympique

Valable pour la durée de l'événement. Un coupon par client. Ne peut être jumelé à aucune autre offre. #PRES01

GRAND SOLDE
DE FERMETURE
DERNIERS JOURS

Économisez jusqu'à

Ne manquez pas
votre chance!

Vaste sélection pour
tous les goûts et styles

75%

RABAIS
ADDITIONNELS

FOURRURES
Alexander
A. Giguère

DEUX NOMS UNE RÉPUTATION

- Fourrures • Visons
- Pelisses • Agneau
- Accessoires

HEURES D'OUVERTURE

Lun. - merc. 9h - 18h

Jeudi 9h - 20h

Vendredi 9h - 19h

Samedi 9h - 17h

Dimanche 12h30 - 16h30

2055, rue Peel, rez-de-chaussée

Stationnement intérieur gratuit

Peel

Toutes les principales cartes de crédit sont acceptées.

514-288-1119

OUVERT LE DIMANCHE

Procès de Saïd Namouh Rapport d'une experte en propagande jihadiste

Le terrorisme se diffuse bien sur le Net

CHRISTIANE DESJARDINS

Saïd Namouh jouait un rôle important au sein du Global Islamic Media Front (GIMF). Outre le montage de films et la diffusion de propagande pour le Jihad sur l'internet, il était le 2^e membre le plus actif sur le forum Khidemat, réservé aux initiés.

C'est ce qui se dégage du compte rendu que Rita Katz livre depuis hier dans le cadre du procès de Namouh, au palais de justice de Montréal. Originaire du Maroc, l'homme de 35 ans est accusé d'avoir fomenté un complot terroriste à l'explosif et de participation aux activités d'un groupe terroriste alors qu'il résidait à Maskinongé en 2006 et 2007.

La preuve retenue contre lui a été recueillie principalement dans ses ordinateurs. Or, M^{me} Katz passe son temps à suivre les tentacules de la propagande islamiste radicale sur le Net. Née en Irak en 1963 dans une famille juive, elle a fui en Israël avec sa famille en 1972. En 1997, elle s'est établie aux États-Unis. En 2002, elle a cofondé le Site Intelligence Group, une firme privée qui s'emploie à comprendre le terrorisme, et son évolution dans le cyberspace. La Couronne l'a fait venir pour expliquer comment ça fonctionne, afin de déterminer le rôle que Namouh a pu jouer.

M^{me} Katz a pris connaissance de la preuve retenue contre l'accusé et l'a analysée, dans un rapport de 121 pages. Le tribunal l'a déclarée experte de la propagande jihadiste provenant du Global Islamic Media Front. D'entrée de jeu, hier matin, la femme de 45 ans, toute menue, a expliqué que Al-Qaeda a adopté l'internet qui décentralise et facilite ses activités. « Avant, il fallait aller dans des camps d'entraînement. Là, ils peuvent télécharger des centaines de vidéos et manuels expliquant tous les rudiments,

« Avant, il fallait aller dans des camps d'entraînement. Là, ils peuvent télécharger des centaines de vidéos et manuels expliquant tous les rudiments, comme la construction d'armes. »

comme la construction d'armes chimiques, les ceintures explosives, les cibles idéales... Si tu es prêt, vas-y... », a-t-elle expliqué.

Outre cet entraînement militaire, M^{me} Katz a signalé que l'internet permet de coordonner les activités du Jihad, recruter des nouveaux adeptes et propager l'idéologie partout dans le

monde. « Les nouvelles générations communiquent par internet et créent des cellules virtuelles », dit-elle. Selon M^{me} Katz, le but ultime du GIMF est de créer une nation islamique à la grandeur de la planète.

En ce qui concerne Namouh, à la fin de l'été 2007, il est tombé dans le filet d'une enquête internationale qui a démarré en Autriche, à la suite de menaces faites au gouvernement. En juillet, la GRC avait été alertée sur le fait qu'un internaute très actif dans la propagande islamiste se trouvait au Canada. Selon M^{me} Katz, Namouh faisait partie de la brigade de téléchargement et de diffusion du GIMF et agissait sous les ordres directs de l'autorité suprême, le Shura Council.

Le complice allégué de Namouh, Mohamed Mahmoud, était pour sa part membre du Shura Council. C'était lui d'ailleurs, le membre le plus actif du forum Khidemat, qui comptait 73 membres. Ce forum sert d'atelier virtuel aux brigades du GIMF, affirme M^{me} Katz, et il n'est pas accessible facilement aux internautes. Namouh utilisait le surnom d'Ashraf sur le Net.

Le procès se poursuit aujourd'hui avec la suite du témoignage de M^{me} Katz. Ce sera ensuite au tour de M^{re} René Duval, qui représente l'accusé, d'interroger M^{me} Katz.



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Saïd Namouh est accusé d'avoir fomenté un complot terroriste à l'explosif et de participation aux activités d'un groupe terroriste alors qu'il résidait à Maskinongé en 2006 et 2007.

Deux pharmaciens condamnés après le décès d'une cliente

LA PRESSE CANADIENNE

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN — Deux pharmaciens du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été condamnés à payer des dommages totalisant plus de 454 000\$ pour des fautes professionnelles qui ont contribué au décès d'une cliente qui venait de subir une greffe de moelle osseuse.

Jean Cloutier, qui était propriétaire de la pharmacie de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix, en 2001, et Gérald Simard, qui y travaillait alors occasionnellement, devront verser ce dédommagement au conjoint et aux deux fils d'Angéline Lajoie, qui habitait elle aussi dans la municipalité au moment de son décès, à l'âge de 44 ans.

La victime avait subi une allo-greffe de moelle osseuse à l'hôpital de L'Enfant-Jésus, à Québec, à la fin juillet 2001, à la suite d'un diagnostic de myélodysplasie qui la rendait « dans un état préleucémique », a résumé le juge Georges Taschereau, de la Cour supérieure.

Au lendemain de son congé de l'hôpital, le 19 août, son conjoint, Régis Larouche, s'est rendu à la pharmacie de Jean Cloutier et lui a présenté l'ordonnance de plusieurs médicaments prescrits par un hématologue. Un corticostéroïde de synthèse oral (Prednisone) était notamment prescrit pour une durée de 21 jours, mais à des doses différentes selon chaque période de sept jours.

Le pharmacien Gérald Simard a choisi de lui remettre des comprimés pour les sept premiers jours seulement, préférant y aller « par étapes ». Toutefois, l'étiquette insérée dans la fiole mentionnait que la prescription n'était pas renouvelable, et une autre, collée sur la bouteille, ajoutait qu'elle « ne pourra être répétée sans l'autorisation du médecin ».

Régis Larouche y est retourné deux fois, les 21 et 27 août, pour obtenir d'autres médicaments, mais il n'a jamais demandé de Prednisone. Et Jean Cloutier, qui l'a servi en ces deux occasions, n'a jamais constaté, en consultant le dossier d'Angéline Lajoie, qu'elle en avait besoin. L'état de celle-ci s'est vite détérioré et une réaction aiguë de rejet de la greffe lui a été fatale.

Selon le juge, les informations sur la fiole « étaient trompeuses » et « il n'y a pas l'ombre d'un doute que si Régis Larouche avait été adéquatement informé, il aurait remué mer et monde » pour obtenir le reste des médicaments prescrits.

Régis Larouche, qui se voit accorder plus de 358 000\$ de compensation comparativement à plus de 95 000\$ pour ses enfants, « n'a pas été en mesure de refaire sa vie » depuis le « choc » de la perte de sa conjointe et « grande complice ».



Les petits bonheurs de la retraite

ça commence aujourd'hui.

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure **30% plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel**. C'est 30% plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter !

Région de Montréal

Siège social

8717, rue Berri
Montréal



Brossard

Rez-de-chaussée
4805, boul. Lapinière

NOUVEL EMPLACEMENT

Laval

Bureau 1
2100, boul. Le Corbusier

NOUVEL EMPLACEMENT

Nos heures d'ouverture sont de lundi au vendredi, de 8 h 30 à 18 h.

514 383-FONDS (3663)

1 800 567-FONDS www.fondsftq.com



FONDS
de solidarité FTQ

ACTUALITÉS

Les Hells Angels en fête en République dominicaine

ANDRÉ CÉDILOT

Parti de la Colombie-Britannique pour aller fêter l'ouverture d'une nouvelle franchise des Hells Angels en République dominicaine, Jason Arkinstal a vu son voyage brusquement interrompu, dans la nuit de lundi, quand il a été arrêté dans un boîte de nuit à la mode au centre-ville de Montréal.

Membre à part entière du chapitre de Mission City, petite municipalité montagnaise à l'est de Vancouver, Arkinstal, 35 ans, trinquait avec des amis au Club Opéra, coin de Sainte-Catherine et Saint-Laurent, quand il a été interpellé pour des bris de conditions. Après avoir fini la nuit en cellule, il a

été conduit au palais de justice devant le juge Gilles Garneau, de la Cour du Québec.

Lors de la comparution, Arkinstal était tellement pressé de reprendre sa liberté qu'il a

En créant un nouveau chapitre dominicain, les Hells Angels québécois espèrent consolider leur emprise sur les activités illicites dans ce pays des Antilles.

plaidé coupable et a acquitté sur-le-champ les amendes de 250\$ et 500\$ qui lui ont été imposées par le tribunal. Il a ensuite pris le chemin de l'aéroport Montréal-Trudeau où l'attendaient des Hells Angels québé-

cois. Le groupe s'est envolé vers la République dominicaine.

À l'instar d'autres motards venus d'un peu partout au Canada et d'ailleurs dans le monde, Arkinstal s'est rendu

à Cabarete où aura lieu une grande fête destinée à souligner l'intronisation du nouveau chapitre Dominican Hells Angels Chapter. Issus pour la plupart d'un petit groupe local de motards appelé Los Barracos, ses

10 membres – neuf Dominicains et un Allemand – étaient en probation depuis un an. Attendu de longue date, ce « patch over », selon l'expression du milieu, est prévu pour samedi prochain.

En créant un nouveau chapitre dominicain, les Hells Angels québécois espèrent consolider leur emprise sur les activités illicites dans ce pays des Antilles. Comme c'est le cas depuis plus de 30 ans pour plusieurs pégrins québécois, la République dominicaine sert de base de repli, de villégiature et d'investissement aux Hells Angels. Tout en continuant à diriger leurs affaires au Québec, les motards y achètent hôtels, maisons, condos et petits

commerces. Ils sont particulièrement actifs à Cabarete, Sosua et Puerto Plata. La mafia est davantage présente du côté de Boca Chica.

« Tout ce beau monde gangrène le pays », s'inquiètent les policiers. C'est sans compter que la République dominicaine est collée sur Haïti, autre pays où non seulement la corruption règne, mais qui sert aussi de tremplin au trafic de drogue en provenance de la Colombie. En novembre, une dizaine de Québécois portant un dossard des Hells Angels y ont fait une incursion à moto qui n'est pas passée inaperçue, dans le nord-ouest d'Haïti. Le cortège était dirigé par Aurèle Brouillette, 57 ans, du chapitre de Trois-Rivières, un des principaux supporters du gang nouvellement créé en République dominicaine.

À peine libéré par la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC), le vétéran Hells Angels Gaétan Comeau, 60 ans, du chapitre de Montréal (Sorel), s'est empressé de renouveler son passeport en vue de participer à l'inauguration du chapitre dominicain, le week-end prochain.

Manifestation d'appui au pompier congédié

Tous les camions d'incendie en patrouille en même temps

TRISTAN PÉLOQUIN ET KARIM BENESEAIEH

« Par une drôle de coïncidence », selon l'expression d'un d'entre eux, les pompiers de Montréal ont sorti les camions des casernes hier à 10 h 30. Ils ont en fait manifesté leur solidarité avec le collègue congédié le 11 février pour avoir menacé la famille d'un cadre.

Le syndicat a en outre dénoncé l'« arrogance » du directeur des relations professionnelles de la Ville, Jean-Yves Hinse, qu'on accuse de salir la réputation des pompiers. À 10 h 30 pile hier matin, les ondes radio ont été saturées de messages provenant

de véhicules circulant dans leurs territoires « en solidarité avec le pompier congédié ». La direction du Service de sécurité incendie leur a ordonné à deux reprises de retourner immédiatement à leurs casernes respectives.

Les manifestants ont ignoré l'appel la première fois, mais ont obtempéré au deuxième appel, vers 10 h 45. Certains ont cependant nargué la répartitrice radio, lui demandant de faire des tests radio bidon.

Sourire au visage, un pompier de la caserne 26 a affirmé que « par une drôle de coïncidence, tous les gars sont sortis en même temps » pour faire une

ronde de prévention. « C'est les chefs qui ont arrangé l'horaire comme ça », a-t-il poursuivi, en tentant tant bien que mal d'efficher un air sérieux.

Les pompiers appuyaient un collègue congédié pour avoir proféré des menaces « extrêmement graves » envers un cadre.

Les pompiers appuyaient ainsi leur collègue congédié pour avoir proféré des menaces « inqualifia-

bles » et « extrêmement graves » envers un cadre. Le pompier aurait appelé au domicile de son chef l'automne dernier et lui aurait laissé le message incriminant sur son répondeur. Le Service de sécurité incendie n'a pas révélé la nature des menaces. Le pompier de 37 ans a été suspendu le 20 octobre 2008 et, après enquête de la Ville, congédié la semaine dernière.

Cette procédure a soulevé l'ire du syndicat. « Quand il y a des gestes illégaux, l'association n'endosse aucun de ces gestes-là, dit Michel Crevier, président. Pour le geste du monsieur dont on

parle, l'enquête n'est même pas terminée, et la Ville a décidé de le congédier. » Le fait que les menaces aient été enregistrées sur le répondeur ne l'émue guère. « Il y a des événements qui se sont passés, mais il n'y a personne qui est reconnu coupable. L'enregistrement, il n'y a personne qui l'a entendu. C'est du oui-dire pour moi. »

Sans convention collective depuis 2006, les 2300 pompiers de Montréal sont en arbitrage avec la Ville depuis avril 2008. Selon le président du syndicat, compte tenu de la lenteur des travaux, il est peu probable que l'arbitre rende une décision avant 2012.

www.cancer.ca/relais | 1 888 939-3333



En 2009, je participe!



Plus de 70 Relais partout au Québec en mai et juin

Claudia, Julie et Marie-Ève se relaient du soir au petit matin sur la piste du **Relais pour la vie**. Pas de fatigue, rien que la bonne humeur. Soutenir leur ami Sébastien, deux fois vainqueur du cancer à l'âge de 15 ans, vaut bien une nuit de marche.

Vous aussi, participez au **Relais pour la vie**.

Le **Relais pour la vie**, le plus grand événement de collecte de fonds pour la lutte contre le cancer.

célébrer

rendre hommage

lutter

LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL

20, 21 et 22 février 2009

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

VENDREDI : 12 h à 22 h
SAMEDI : 10 h à 21 h
DIMANCHE : 10 h à 17 h

ADMISSION 13.50 \$ TAXES INCLUSES

ACADÉMIE DE PILOTAGE YAMAHA

- × Pilotez des motos au Salon!
- × Gratuit et exclusif aux enfants de 6 à 12 ans.
- × Inscription au kiosque Yamaha Moteur du Canada Liée.

HORAIRE DE LA CLINIQUE DE SANG

Vendredi : 14 h à 20 h 30
Samedi : 10 h à 16 h 30
Dimanche : 10 h à 16 h

Quand les temps changent, la passion reste et s'adapte

- × Contemplez les nouveaux modèles des principaux manufacturiers et distributeurs : Motos, VTT, scooters, vêtements et accessoires.
- × Découvrez une collection unique de motos «Custom» et personnalisées.
- × Admirez les motos antiques et rencontrez les propriétaires.
- × Rencontrez les nombreux concessionnaires, experts, artisans et invités spéciaux.
- × Visitez le «Moto Studio» et suivez sur place la diffusion de nos émissions spéciales.
- × Contribuez à notre Clinique de sang et déjouez le «Blues» de l'hiver!

www.salonmotomontreal.com

Week-ends visites libres à Montréal

PLUS DE 60 projets résidentiels neufs à découvrir...

Dernière chance les 21 et 22 février de 12h à 17h

C'est le temps de magasiner votre propriété!

Renseignements : 514-255-7683
Tous les détails sur le site:

www.visiteslibresamontreal.com

En collaboration avec:

DuProprio.com

GARANTIE MAISONS NEUVES APCHN

Montréal

NOVOCLIMAT

Une vie proche de tout

COMFORT. SANTÉ. ÉCONOMIES!

Pointe-Claire Des voleurs se barricadent pendant quatre heures



PHOTO PATRICK SANFAÇON. LA PRESSE

Des voleurs qui s'étaient introduits dans une résidence de Pointe-Claire, dans l'Ouest-de-l'Île, ont tenu les policiers en haleine pendant quatre heures, hier. Vers 12 h 30, un témoin a composé le 9-1-1 après avoir vu trois suspects s'introduire par effraction dans un domicile de la rue Drayton. À l'arrivée des policiers, les voleurs se sont barricadés dans la maison. Les occupants n'étaient pas sur les lieux. Le Groupe d'intervention tactique est arrivé vers 13 h 30 et s'est déployé autour de la maison unifamiliale. L'un des trois suspects, âgé de 17 ans, s'est rendu aux policiers en début d'après-midi (notre photo). Ses deux complices, âgés de 19 et de 25 ans, se sont livrés à 16 h 20. Les trois hommes devraient être accusés d'introduction par effraction aujourd'hui. — Tristan Pélouquin et Catherine Handfield

EN BREF

Agression à Hemmingford: un suspect arrêté

La Régie intermunicipale de police de Roussillon a arrêté un suspect, hier, relativement à une agression armée survenue le mois dernier dans une résidence de Hemmingford, en Montérégie. Karel Bomhower, 31 ans, a été appréhendé et livré aux enquêteurs des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec (SQ). Le 14 janvier, cinq individus armés avaient fait irruption dans un bungalow pour une affaire reliée au monde des stupéfiants. Un des agresseurs, un homme de 19 ans, est mort à la suite de l'agression, tandis que le résidant a été blessé. Le frère de la victime s'est rendu aux policiers. La SQ est toujours à la recherche de deux suspects: Kenny Alcantara Frias, 20 ans, et Remy Samuel, 19 ans. Karel Bomhower devra faire face à plusieurs chefs d'accusation, dont séquestration et possession d'une arme dans un dessein dangereux.

— Catherine Handfield

Possession interdite d'un BlackBerry

Un homme condamné à trois reprises pour possession ou production de pornographie juvénile, entre 2001 et 2007, a comparu hier au palais de justice de Québec pour possession interdite d'un appareil téléphonique lui permettant d'accéder à internet. Mario Lévesque, 55 ans, de Beauport, a été trouvé avec un appareil de type BlackBerry, en décembre, alors qu'il se trouvait dans une maison de transition de Québec. Les autorités des libérations conditionnelles lui interdisaient de posséder un tel équipement compte tenu de son statut spécial de «délinquant à contrôler». Il avait été condamné à l'équivalent de 32 mois d'incarcération, au printemps 2007, pour possession de 10 000 photos et d'une vingtaine de vidéos de pornographie juvénile.

— La Presse Canadienne

Une publicité athée fait jaser

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Une controverse entourant une publicité voulant promouvoir l'athéisme sur les autobus d'Ottawa et dont la demande a été rejetée par la Ville se retrouvera au centre des discussions des élus municipaux aujourd'hui.

Le conseiller municipal et président du comité de transports en

commun, Alex Cullen, entend demander des explications aux fonctionnaires municipaux pour savoir sous quels motifs la Ville a rejeté la publicité.

« Nous sommes censés nous conformer aux normes canadiennes sur la publicité. En quoi est-ce que cette publicité sur l'athéisme contrevient à ces normes? Il s'agit d'une publicité n'appelant pas

à la confrontation et qui, selon moi, ne devrait pas être bannie des espaces publicitaires de nos autobus. La Ville a bien, dans le passé, accepté des publicités religieuses », a-t-il fait valoir.

La publicité en question a vu le jour en Grande-Bretagne et est maintenant diffusée dans plusieurs pays. Au Canada, elle a été affichée sur les autobus de

London, en Ontario, de Calgary et de Toronto. Elle a cependant été rejetée à Halifax et à Ottawa — où elle devait se retrouver sur les autobus d'OC Transpo.

« Dieu n'existe probablement pas. Arrêtez maintenant de vous faire du souci et commencez à profiter de la vie », suggère la publicité anglophone, mise de l'avant par l'organisation Freethought Association of Canada.

La conseillère municipale Maria McRae souhaite attendre l'avis juridique de la Ville avant de commenter la situation.

CPG de 30 mois
à taux spécial

3,50 %*

ASSUREZ-VOUS QUE VOS LIQUIDITÉS SONT BIEN POSITIONNÉES.

Vous pensez à votre cotisation RER? Si, comme de nombreux Canadiens, vous détenez des liquidités, c'est le moment d'envisager ce CPG à taux spécial ou une de nos autres options d'épargne et de placement.

Passez à votre succursale ou allez à banquescotia.com/tauxspecial

NOUS POUVONS VOUS AIDER À FAIRE VALOIR VOS AVOIRS.

Vous êtes plus riche
que vous le croyez.^{MD}

 Groupe Banque Scotia^{MD}

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. Le Groupe Banque Scotia renvoie à La Banque de Nouvelle-Écosse, à Scotia Capitaux, à La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse et à Placements Scotia Inc. * Les taux d'intérêt sont des taux annuels. Le taux annuel de 3,50 % s'applique uniquement au CPG de 30 mois à taux spécial, un CPG émis en dollars canadiens et non remboursable. Ce CPG à taux spécial est disponible exclusivement pour les portefeuilles enregistrés (sauf REEE). Les intérêts sont composés annuellement et versés à l'échéance. Cette offre ne peut pas être combinée à une autre prime de taux ou à une augmentation discrétionnaire du taux d'intérêt. Le CPG de 30 mois à taux spécial est émis par La Banque de Nouvelle-Écosse, la Société hypothécaire Scotia, la Compagnie Montréal Trust et la Compagnie Trust National. Nous nous réservons le droit de prolonger ou de retirer ces offres en tout temps. Un placement minimum de 1 000 \$ est exigé.

SANTÉ

Étude de l'UdeM sur la clinique de prescription d'héroïne

Pas d'effets négatifs sur le voisinage

ARIANE LACOURSIÈRE

L'ouverture d'une clinique de prescription médicale d'héroïne à Montréal entre 2005 et 2008 n'a pas eu d'effets fâcheux sur le voisinage, révèle une nouvelle étude de l'Université de Montréal. Les actes criminels et incivils n'ont pas augmenté durant ces années.

Et contrairement à ce que craignait l'opinion publique, la présence de divers débris comme des seringues souillées, des bouteilles d'alcool vides et des condoms usagés dans les environs de la clinique n'a pas non plus augmenté.

Le projet NAOMI de distribution médicale d'héroïne s'est déroulé durant trois ans à Montréal. En plus d'étudier l'impact sur les consommateurs de drogues, des chercheurs ont analysé les effets sur le voisinage.

« Quand une clinique comme ça s'installe quelque part, il y a un

gros phénomène de "pas dans ma cour". Les voisins craignent pour leur sécurité. On voulait voir si leurs craintes étaient justifiées », dit l'auteur de la recherche, le criminologue Serge Brochu.

Le chercheur a interrogé une quarantaine de commerçants, de résidents, de policiers et d'employés de garderie du quartier. Il a également fait 150 marches de recension avant et après l'ouverture de la clinique pour comptabiliser les débris se trouvant dans un rayon de 200 mètres de l'établissement.

Ces enquêtes ont permis de déterminer que la quantité de débris a diminué avec l'arrivée du programme de distribution supervisée d'héroïne. Et les activités déviantes comme le vagabondage, la sollicitation et la consommation de drogue en public n'ont pas augmenté.

« On a eu accès aux données de la police sur les crimes et à tous

leurs chiffres sur les activités dérangeantes. Il n'y a pas eu de hausse », dit M. Brochu.

Quand le projet NAOMI a pris fin l'été dernier, la chef du service de médecine des toxicomanies au CHUM, la D^r Suzanne Brissette, avait démontré que la clinique avait eu des effets bénéfiques sur les consommateurs. « Les dépendants aux opiacés qui n'avaient pas répondu aux approches traditionnelles comme la méthadone avaient des résultats positifs avec NAOMI », dit la D^r Brissette. Leurs activités criminelles avaient diminué de 36 % et leur état de santé s'était amélioré de 20 %.

Mais malgré ces résultats, la clinique a fermé ses portes car le gouvernement n'a pas financé le projet. « Maintenant qu'on sait qu'il n'y a pas d'effets négatifs sur le voisinage, on a toutes les raisons de croire qu'il faut aller de l'avant », dit M. Brochu.

MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES

Un choix économique pour la société

ARIANE LACOURSIÈRE

Depuis que Québec a obligé les compagnies de médicaments génériques à réduire leurs coûts de vente de 20 % l'an dernier, les économies réalisées par le gouvernement ont explosé, selon l'Association canadienne du médicament générique (ACMG).

Un médicament d'origine coûte en moyenne 64 \$ alors qu'un générique s'élève à 26 \$.

Si l'on considère les 30 molécules génériques les plus vendues, le gouvernement réalise des économies de 23 millions de dollars chaque année grâce à ces médicaments bon marché, selon l'ACMG.

Les molécules génériques les plus vendues, notamment des antidé-

presseurs, représentent des ventes annuelles de 130 millions. Environ 60 % de ces coûts sont remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Comparativement aux médicaments d'origine, les versions génériques coûtent bien moins cher. Un médicament d'origine coûte en moyenne 64 \$ alors qu'un générique s'élève à 26 \$. Environ la moitié des prescriptions rédigées par les médecins sont faites pour des médicaments génériques. Mais étant donné leur faible coût, ils ne représentent que 22 % des dépenses en médicaments.

Le président du conseil de l'ACMG, Pierre Fréchette, voudrait faire augmenter cette proportion. Car selon lui, utiliser les versions génériques plutôt que les originaux permettrait d'économiser 57 millions supplémentaires chaque année. « En contexte de crise économique, c'est important », dit-il.



RECHERCHEZ LE LOGO QUI FAIT LA DIFFÉRENCE.
EXIGEZ ENERGY STAR®.

AVANTAGES:

- 1 Confort supérieur à l'année
- 2 Jusqu'à 10 % d'économies sur les frais de chauffage si vous remplacez toutes vos fenêtres
- 3 Produit certifié par un laboratoire accrédité indépendant
- 4 Atténuation des bruits extérieurs
- 5 Moins de condensation par temps froid qu'avec les produits traditionnels (à taux d'humidité égal)

www.hydroquebec.com/residentiel



Hydro Québec



Agence de l'efficacité
énergétique
Québec

Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

* Ce concours est en vigueur du 1^{er} septembre 2008 au 1^{er} mai 2009 inclusivement. Il s'adresse à toute personne physique âgée de 18 ans ou plus au moment de son inscription au concours et résidant au Québec ainsi qu'à tout syndicat de copropriétaires d'un immeuble détenu en copropriété indivise qui opte pour des fenêtres ou des portes-fenêtres homologuées ENERGY STAR® dans le cadre de la rénovation ou de la construction d'un bâtiment résidentiel au Québec. D'autres conditions et modalités de participation s'appliquent. Aucun achat requis. Les participants doivent remplir un bulletin de participation et l'envoyer à l'adresse précisée dans le règlement du concours. Ceux dont le bulletin sera sélectionné devront répondre à une question d'habileté mathématique. Le tirage aura lieu le 21 mai 2009. Les prix peuvent différer de l'illustration. Chacun des prix a une valeur approximative au détail de 1 500 \$. Le prix est non monnayable et non échangeable. Pour plus d'information, consultez le règlement du concours au www.hydroquebec.com/residentiel ou composez le 1 800 ÉNERGIE pour en commander un exemplaire papier.

CYBERPRESSE.CA

HOCKEY

Suivez le match Canadien-Capitals dès 19 h 30 sur cyberpresse.ca/

CINÉMA

Faites vos prédictions sur les lauréats des Oscars sur cyberpresse.ca/oscars

HABITATION

Trouvez réponse à votre question déco ou réno sur cyberpresse.ca/montoit/experts

NOS BLOGUES



MALI ILSE PAQUIN
Pas de photos pour les bobbies

La prochaine fois que vous serez à Londres et que vous pointerez votre appareil photo vers un policier, pensez-y bien.
A lire sur cyberpresse.ca/paquin

Meryl Streep

Cholestérol et maladies cardiovasculaires

Un pavé positif dans la mare des statines

MATHIEU PERREAULT

Une étude israélienne très favorable aux statines relance le débat sur la prescription de ces médicaments aux personnes ayant un haut taux de cholestérol, même si elles n'ont pas encore fait de crise cardiaque. À la fin janvier, le cardiologue français Michel de Lorgeril avait dénoncé les statines sur plusieurs tribunes, lors d'un voyage au Québec.

L'étude israélienne, publiée dans la revue *Archives of Internal Medicine*, montre que la probabilité de mourir diminue de 45 % chez les gens qui prennent religieusement leurs statines, par rapport à ceux qui n'en prennent pas. Détail important, la diminution est aussi grande chez les patients qui n'ont pas encore eu de troubles cardiaques.

«Les résultats sont encore plus importants que prévu», affirment en entrevue téléphonique les deux auteurs principaux, Anthony Heymann et Varda Shalev, des Services de santé Maccabi, l'une des principales caisses d'assuran-

ces du pays. «Nous soupçonnons que les statines ne réduisent pas seulement les risques cardiaques, mais agissent aussi sur le plan immunitaire, anti-inflammatoire et pourquoi pas du cancer.»

L'étude est «rétrospective», c'est-à-dire qu'elle examine les dossiers passés de patients. Ce type d'étude est moins fiable que les études «prospectives», où des patients sont assignés au hasard à deux groupes qui sont suivis par la suite. Mais les études rétrospectives ont l'avantage du nombre: celle-ci porte sur 230 000 sujets, dont 135 000 en «prévention primaire», qui ont pris les statines sans avoir eu d'incident cardiaque.

Ce grand nombre de patients permet de tenir compte de l'adhérence au traitement. «Les trois quarts des patients cessent de prendre leurs statines dans les deux années après la prescription, disent les D^{rs} Heymann et Shalev. Notre grand échantillon nous a permis d'isoler ceux qui continuent, et d'avoir encore des résultats statistiquement significa-

tifs.» L'adhérence au traitement a été mesurée avec les achats de statines par les patients. La réduction de risque de 45 % est obtenue en comparant les patients qui ont pris des statines plus de 90 % du temps de suivi (en moyenne cinq ans), et ceux qui en ont pris moins de 10 % du temps.

Propagande pharmaceutique

La Presse a demandé son avis au D^r de Lorgeril, qui a écrit plusieurs livres contre les statines, le dernier étant *Cholestérol, mensonges et propagandes*, dans lequel il affirme qu'un taux de cholestérol élevé n'est pas un facteur de risque cardiaque. Pour le D^r de Lorgeril, qui travaille à Grenoble et a dirigé à la fin des années 80 l'«étude de Lyon», qui a établi les bénéfices cardiaques du régime méditerranéen, le simple fait de mentionner cette étude israélienne dans un quotidien «participe à la propagande» de l'industrie pharmaceutique.

La demi-douzaine de spécialistes québécois consultés par La Presse s'entendent pour considérer les statines appropriées en «pré-

vention secondaire», après un incident cardiaque, mais le débat subsiste en «prévention primaire». En général, les cardiologues commencent par tenter de changer les habitudes de vie des patients – alimentation, exercice, tabagisme – et ne prescrivent les statines que si le taux de cholestérol ne baisse pas. Mais il n'y a pas de consensus absolu sur la durée des essais de modification des habitudes de vie, et certains débats subsistent sur la cible de cholestérol à viser.

Le D^r de Lorgeril a refusé de répondre directement à la question de l'utilisation des statines pour la prévention secondaire. Il a expliqué que le même mécanisme est en jeu et que, selon lui, le cholestérol n'y joue aucun rôle. D'après lui, si les statines fonctionnent en prévention secondaire, elles devraient également fonctionner en prévention primaire; comme les données sont ambiguës à ce sujet, c'est la preuve que sa thèse est correcte.

DuProprio.COM
PRÉSENTE

Reportage publicitaire

DU 19 AU 22 FÉVRIER 2009 AU STADE OLYMPIQUE



Les baby-boomers à l'assaut du Stade olympique!

Pour une 4^e année consécutive, les organisateurs du plus important événement relié à l'achat d'une résidence de campagne en Amérique du Nord prévoient une assistance record au **Salon Chalets et Maisons de campagne 2009, au Stade olympique du 19 au 22 février 2009**. En effet, l'événement a vu son volume de visiteurs doublé et son taux d'occupation triplé depuis son lancement en 2006. La tendance indique qu'au moins **75 000 consommateurs, dont 65 % sont dans la catégorie des baby-boomers (45-65 ans), prendront d'assaut le Stade olympique** pendant les quatre jours du salon.

Les exposants, triés sur le volet, rivalisent d'ingéniosité pour se démarquer!

Considérant les retombées extraordinaires que leur rapporte cet événement spécialisé, de loin le plus ciblé au Québec, les exposants n'hésitent pas à investir des sommes importantes afin de faire valoir la qualité de leurs produits et services, ce qui est grandement encouragé par les organisateurs, qui ne considèrent que les vendeurs sérieux.

Les visiteurs du **Salon Chalets et Maisons de campagne** ont reconnu, année après année, et fait valoir grâce, notamment, au bouche à oreille, la grande valeur de l'événement, de sorte qu'aujourd'hui de nombreux acheteurs se bousculent aux portes du Salon. Ces acheteurs sont à la **recherche de terrains (des milliers sont disponibles dans toutes les régions du Québec)**, de maisons (une centaine de constructeurs sont présents) ou de produits et services liés à la rénovation ou à l'autoconstruction. Encore cette année, plus de 400 exposants pertinents attendent les visiteurs, dont **une centaine de constructeurs et promoteurs immobiliers** en provenance des quatre coins du Québec et même de l'extérieur de la province.

Les baby-boomers au cœur de la migration vers les campagnes

Pour mieux connaître les besoins et les attentes de la clientèle, les organisateurs du Salon ont mené un sondage auprès des visiteurs rencontrés sur le site des deux dernières éditions. On y apprend non seulement que **65 % des personnes qui visitent l'événement sont des baby-boomers**, mais également que parmi ces derniers, **30 % sont déjà propriétaires d'un chalet**, dans lequel ils veulent investir, alors que **50 % ne le sont pas**. Ceux qui ne sont pas propriétaires d'un chalet viennent au Salon pour magasiner un terrain ou une résidence de campagne. Parmi ces derniers, **38 % comptent concrétiser leur achat dans moins d'un an** et d'ici à **5 ans pour 46 % des autres personnes interrogées**.

Ces dernières bénéficient de revenus supérieurs: **27 % ont des revenus de 70 k\$ à 100 k\$, 27 % de 100 k\$ à 200 k\$ et 8 % plus de 200 k\$**. Selon l'évaluation

des organisateurs, l'événement génère des **retombées économiques de l'ordre de 50 millions** de dollars par année.

Un marché qui croît à un rythme soutenu!

Plusieurs études démographiques démontrent que la migration vers la campagne est une tendance lourde. Selon les statistiques de la SCHL, le marché de la résidence secondaire est un moteur de croissance indéniable grâce à la cohorte des baby-boomers du Grand Montréal Métro qui dépasseront les 1 300 000 individus en 2011.

D'autres chiffres nous apprennent que Montréal voit sa population diminuer de 60 000 personnes en moyenne annuellement au profit des banlieues. Ceux qui quittent l'île de Montréal s'installent, notamment, dans les Laurentides, Lanaudière, l'Estrie et la Montérégie. Pour plusieurs qui choisissent Lanaudière ou les Laurentides, c'est la transformation des résidences secondaires en résidences principales qui explique le gain de population. Ce n'est plus seulement pour les week-ends, mais bien pour y couler à temps plein une retraite paisible dans leur maison de villégiature, que les baby-boomers migrent en masse vers la campagne.

Enfin, une autre étude, menée cette fois par l'Association des constructeurs d'habitation du Québec (APCHQ), de concert avec la Société d'Habitation du Québec (SHQ), souligne l'attrait de la campagne chez les acheteurs de maisons neuves. En effet, 41 % des propriétaires d'une nouvelle résidence s'installeront à plus de 5 kilomètres (5 à 25 km) de la ville, en direction de la campagne, et 25 % à plus de 25 kilomètres.

Un événement au diapason des besoins des consommateurs

Le **Salon Chalets et Maisons de campagne** reflète bien l'engouement des consommateurs. L'édition 2009 en mettra elle aussi plein la vue avec des **attractions spectaculaires, dont sept nouveaux chalets grandeur nature à visiter. En vedette, Les Industries Bonnevillle présenteront leur nouvelle maison de campagne: une construction usinée de style champêtre et éco-énergétique présentée en grande première au Stade olympique.**

Des informations complètes sont disponibles sur le site: www.salonchalet.com. Fort du succès du **Salon Chalets et Maisons de campagne** et de sa formule gagnante, ExpoPromotion inc. lance un nouveau salon qui cible, cette fois, les acheteurs de maisons neuves de Montréal et de sa grande banlieue. Le **Salon Habitat Ville et Banlieue, à ne pas manquer du 12 au 15 mars, au Stade olympique**. Tous les détails sur le site www.salonhabitat.ca

LA PRESSE

LE DOMAINE DE L'AVIATION VOUS INTÉRESSE?



RÉGULATION DE VOL



Le seul programme public au Québec pour former des **RÉGULATRICES / RÉGULATEURS DE VOL «FLIGHT DISPATCHERS»**

Gratuit et d'une durée de 9 mois, ce programme mène à un diplôme d'études professionnelles (DEP)

DÉBUT DES COURS : SEPTEMBRE 2009

SAMEDI LE 21 FÉVRIER 2009 DE 10 H À MIDI
SÉANCE D'INFORMATION

UQAM
400, rue Ste-Catherine Est
Montréal
Pavillon A – Hubert-Aquin
Local A-2780

Pour informations :
1 866 849-5580
(418) 634-5580 poste 3491
cftc.info@cspds.qc.ca • www.cftc.qc.ca



MIROIR, MIROIR, DITES-MOI...

promotion

Même les abeilles aident à nous embellir? Les bienfaits que nous ont procurés ces insectes depuis la nuit des temps, sont incalculables. Non seulement dans le domaine de l'alimentation ou de la pharmacopée, mais également dans la cosmétologie. Les propriétés d'une belle peau par le miel étaient déjà connues au temps des romains qui se baignaient le visage d'un mélange fait de lait et de miel. Ce n'est donc pas d'hier que les propriétés naturelles du miel sont connues et appréciées.

Pour mettre à votre portée toutes les richesses du monde végétal extraites du nectar des fleurs par les abeilles, la crème pour le visage Alvéol recèle d'innombrables molécules florales en faisant appel aux six éléments du mas des abeilles. Avec la crème Alvéol, vous accédez aux technologies à la fois les plus innovatrices et les plus anciennes. Vous profitez de la compétence ancestrale des abeilles qui ont assimilé ce nectar des dieux présent dans le règne végétal, gorgé de micronutriments transépidermiques et de micro-piliers, oui, une symbiose végétale toni-active pour toutes les peaux.

Plusieurs chercheurs ont étudié l'activité cosmétologique de la gelée royale. Grâce à ses acides aminés, ses vitamines du groupe B et ses hormones, la gelée royale ravive l'épiderme, atténue les irritations ainsi que les inégalités de pigmentation. La crème Alvéol pour le visage contient six ingrédients du mas des abeilles: la gelée royale, le pain d'abeilles, le pollen, la propolis, la cire, le miel d'oranger, oui, six ingrédients, les six facettes de l'alvéole, l'hexagone prodigieux du monde des abeilles.

Alvéol contient ce dont votre peau a un constant besoin: la nourriture, l'hydrater, la protéger et lui offrir une véritable cure de jeunesse. Alvéol accroît la fraîcheur et la fermeté de votre peau. Toute la douceur du miel pour prendre grand soin de votre épiderme.

Ingrédients INCI déposés aux autorités gouvernementales sous Alvéol^{MD}.

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est
Montréal • 514-279-3709
www.johanneverdon.com

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale Ouest
Magog • 819-868-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, ch. Sainte-Foy (Plaza Laval)
Bureau 109, Sainte-Foy • 418-656-1266

Bio-Actif Inc.
Heures d'ouverture restreintes
880, rue Michèle-Bohec
Blainville • 450-979-2506

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges
Trois-Rivières • 819-378-7777

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades
Saint-Bruno • 450-653-6009
(Promenades Saint-Bruno)

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy
Lévis • 418-833-5933

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord
Repentigny • 450-657-2032

Commandes postales
pour les boutiques Luc Mathieu
Ligne sans frais: 1-877-511-3568
www.boutiquesantelucmathieu.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1128, boul. St-Joseph, Terrasses Des Lilas
Drummondville • 819-850-1705

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier
Laval • 450-688-5455

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport • 418-667-0070

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. Saint-Joseph
Gatineau • 819-770-3645

Ferti 2000: commandes postales
Tél.: 514-272-1365
Ligne extérieure: 1-800-272-1365
Lundi 8 h à 18 h. Mardi au vendredi, 8 h à 17 h
Samedi 7 h à 17 h. Dimanche 7 h à 17 h

Boutique Luc Mathieu
2304, rue King Ouest
Sherbrooke • 819-823-3322

ACTUALITÉS

Survivants de l'Holocauste Un centre de recherche ouvre à Montréal

« J'ai besoin de savoir où ils l'ont emmené »

ISABELLE HACHEY

Depuis 70 ans, Rachel Klein souffre de ne pas savoir.

Elle avait 8 ans quand la Gestapo a emmené son père, qui fabriquait du fromage casher dans un village de Tchécoslovaquie. C'était en 1939. Sa mère était morte depuis déjà trois ans. « J'aimais beaucoup mon père. Je n'avais personne d'autre. »

En avril 1944, la jeune fille a été amenée à Auschwitz, puis dans une usine d'armements, où elle devait vérifier le mécanisme des fusils destinés aux soldats nazis. « Quand je suis revenue, à 14 ans, il n'y avait personne à la maison. »

Rachel Klein n'a jamais su ce qu'il était advenu de son père. À 78 ans, elle n'a toujours pas abandonné l'espoir de retrouver sa trace. Un espoir qui vient tout juste d'être rallumé par la mise sur pied du Centre de recherche pour les survivants de l'Holocauste, le tout premier du genre au Canada.

Établi à Montréal, le Centre offre un service visant à rétablir les liens entre les membres d'une même famille séparés pendant la Deuxième Guerre mondiale, à établir les circonstances d'un décès et à fournir un certificat de décès pour l'obtention d'une compensation ou d'une rente de survivant.

Le Centre a été mis sur pied par la Croix-Rouge canadienne (CRC), en collaboration avec le Centre juif Cummings pour aînés (CJCA).

La CRC a accès au Service international de recherches de Bad Arolsen, en Allemagne, qui compte 50 millions de documents sur la persécution, l'exploitation et l'extermination de millions de civils par les nazis. L'organisme peut aussi compter sur les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-



Lors de l'inauguration du Centre de recherche pour les survivants de l'Holocauste, hier, Eva Bass a raconté qu'elle avait été transportée avec sa famille de Budapest à Auschwitz à bord d'un train à bestiaux. « Dans le camp, une femme kapo m'a dit: "tu vois la fumée, là-bas? Ce sont tes parents qui brûlent." Je ne l'oublierai jamais. »

Rouge, présentes dans 186 pays, ainsi que sur l'Étoile de David rouge en Israël.

Trois générations après la fin de la guerre, un service de recherche demeure pertinent, estime Myra Giberovitch, du CJCA. « Beaucoup de gens continuent à espérer qu'un membre de leur famille ait survécu. Ils font régulièrement

publier des annonces dans les journaux juifs. Quand ils voyagent, ils épluchent les bottins téléphoniques dans l'espoir d'y trouver un nom familier. »

Montréal compte 5000 survivants de la Shoah. Parmi eux, il y a ceux qui savent. Comme Eva Bass, transportée avec sa famille de Budapest à Auschwitz à bord d'un train à

bestiaux. « Dans le camp, une femme kapo m'a dit: "Tu vois la fumée, là-bas? Ce sont tes parents qui brûlent." Je ne l'oublierai jamais. »

Il y a ceux, aussi, qui ne veulent pas savoir. « Pour eux, c'est trop pénible, dit M^{me} Giberovitch. Ils se disent que cela ne les aidera pas à vaincre leur traumatisme de connaître

LE PASSÉ PEU RELUISANT DE LA CROIX-ROUGE

Gros malaise, hier, au lancement du Centre de recherche pour les survivants de l'Holocauste, lorsqu'un rescapé dans l'assistance a rappelé haut et fort l'inertie de la Croix-Rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale. « Quand des observateurs de la Croix-Rouge ont visité le camp de Theresienstadt, en Tchécoslovaquie, les nazis avaient fait toute une mise en scène pour montrer qu'ils traitaient bien les prisonniers », a souligné le vieil homme. De faux cafés et magasins avaient été construits dans le camp d'extermination. Subjugués, les observateurs avaient même assisté à la représentation d'un opéra pour enfants. Jusqu'à la fin, la Croix-Rouge n'a pas vu, ou n'a pas voulu voir, l'ampleur de la tragédie. Mais ce passé peu reluisant n'empêchera pas les survivants d'avoir recours au Centre de recherche mis sur pied par l'organisme, estime Myra Giberovitch, du Centre juif Cummings pour aînés. « La Croix-Rouge a clairement admis ses erreurs et a présenté ses excuses à la communauté. En tant qu'organisation juive, nous n'aurions jamais collaboré avec elle si elle ne s'était pas amendée. »

— Isabelle Hachey

dans quelles circonstances horribles leurs proches ont trouvé la mort. »

Enfin, il y a ceux pour qui savoir leur permettrait de vivre dans une relative sérénité les dernières années de leur vie. Comme Rachel Klein, dont les plaies sont encore vives. Sa voix tremble et ses yeux rougissent quand elle évoque le souvenir de son père disparu. « Peut-être vais-je enfin le retrouver. Même s'il est mort, j'ai besoin de savoir où ils l'ont emmené. »

GAGNEZ UN VOYAGE AUX JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE 2010 À VANCOUVER !

LES 10 MEILLEURS MOMENTS CANADIENS DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Visitez le site RDSolympiques.ca et votez pour votre moment le plus mémorable des Jeux olympiques d'hiver du Canada. Vous aurez automatiquement la chance de gagner l'un des deux voyages aux Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver – et de faire partie de l'histoire.

De plus, votre moment pourrait être l'un des trois moments qui seront soulignés sur des pièces de circulation officielles des Jeux olympiques de la MONNAIE ROYALE CANADIENNE.

VOTEZ MAINTENANT SUR RDSolympiques.ca.
Cela ne prend qu'un moment.



La Californie risque la faillite

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — Les finances de la Californie sont en si mauvais état que le gouverneur, Arnold Schwarzenegger, entend supprimer 20 000 emplois afin d'éviter une catastrophe budgétaire.

Huitième économie mondiale, la Californie souffre d'un déficit de 40 milliards de dollars. Schwarzenegger ne parvient pas à convaincre les élus républicains d'appuyer son budget, qui propose des hausses d'impôts de 14 milliards et des coupures de services de 15 milliards.

La situation est maintenant surréelle: les membres de l'Assemblée tiennent séance depuis quatre jours à Sacramento pour dénouer l'impasse. Dimanche, l'une de ses sessions a duré plus de 30 heures consécutives, un record pour la Californie, l'État le plus peuplé des États-Unis. Un sénateur a même été vu arrivant au Capitole avec un sac de couchage sous le bras.

Le leader du Sénat, Darrell

Steinberg, a averti qu'il ne laisserait personne rentrer à la maison tant et aussi longtemps qu'un budget n'était pas adopté. « Je dis aux gens: amenez votre brosse à dents et vos effets personnels, car je ne vous laisserai pas rentrer chez vous et poursuivre vos vies tant qu'il n'y a pas de budget. »

Hier, Schwarzenegger a envoyé des avis à 20 000 employés de l'État. Ceux-ci pourraient perdre leur emploi d'ici le 1^{er} juin, parce que la Californie n'a plus les moyens de les payer, a indiqué le porte-parole du gouverneur, Aaron McClear.

« En l'absence de budget, le gouverneur a la responsabilité de sauver les meubles. C'est malheureux, mais c'est une décision nécessaire. »

Le geste du Schwarzenegger fait monter la pression sur les élus républicains qui ont jusqu'ici refusé de collaborer avec le gouverneur et les sénateurs démocrates.

Schwarzenegger est coincé entre une assemblée à forte majorité démocrate progressiste et une



PHOTO BLOOMBERG

Le gouverneur Arnold Schwarzenegger est coincé. Au Sénat de l'État, son projet de budget est bloqué et dans la rue, les opposants manifestent.

minorité républicaine très conservatrice. Le gouverneur, dont le mandat se termine l'an prochain, n'a plus d'influence sur les républicains, desquels il n'a jamais été particulièrement proche.

Le ralentissement économi-

que mondial ainsi qu'une crise immobilière sévère ont plombé les finances de la Californie au cours de la dernière année.

Depuis quelques semaines, des chantiers d'autoroutes sont laissés en plan. Les bureaux d'immatricu-

lation des véhicules sont dorénavant fermés deux vendredis par mois, une mesure qui fait économiser des millions de dollars en salaires.

Le gouvernement de l'État a aussi annoncé que les remboursements d'impôts seront échelonnés sur une plus longue période. Au lieu d'un chèque, les citoyens recevront un bon certifiant que le gouvernement leur doit de l'argent.

Échec pour le gouverneur

La situation d'impuissance dans laquelle se trouve aujourd'hui Schwarzenegger ressemble amèrement à celle qui a coulé, en 2003, son prédécesseur, Gray Davis.

À l'époque, les électeurs avaient évincé M. Davis, pour le remplacer par l'ex-star de cinéma, qui promettait d'assainir les finances de l'État, alors en déficit.

« Aucun autre État ne vit une situation qui s'apparente à celle de la Californie, a fait savoir la semaine dernière le Centre des budgets et des priorités politiques, organisme basé à Washington.

LE TOUR DU GLOBE

NIGER Al-Qaeda revendique l'enlèvement de deux Canadiens

Un rapport indique que l'aile nord-africaine d'Al-Qaeda revendique l'enlèvement de deux diplomates canadiens au Niger. Reuters rapporte que le groupe Al-Qaeda au pays du Maghreb islamique a revendiqué l'enlèvement sur un enregistrement audio diffusé sur la chaîne Al-Jazeera. L'enregistrement indique aussi que le groupe est responsable de l'enlèvement de quatre touristes occidentaux. Les deux diplomates canadiens, Robert Fowler et son adjoint, Louis Guay, ont disparu en décembre, tout comme leur chauffeur, Soumana Moukaila. Une porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères a déclaré que le Ministère est au courant de ces informations, mais n'a pas voulu commenter davantage. Plus tôt ce mois-ci, l'AFP avait révélé qu'une vidéo montrant M. Fowler et Guay avait été remise aux autorités. - La Presse Canadienne

ITALIE L'avocat en prison

Le Britannique David Mills, ex-avocat du chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, a été condamné à quatre ans et six mois de prison par le tribunal de Milan pour faux témoignages en faveur du Cavaliere. M. Berlusconi est accusé d'avoir versé à M. Mills 600 000 \$ en échange de faux témoignages en sa faveur devant la justice italienne lors de deux procès remontant à la fin des années 90. - AFP


ZIMBABWE Crise sanitaire

Le système de santé du Zimbabwe est aujourd'hui similaire à celui d'un pays en guerre, a estimé Médecins sans frontières. « La situation est maintenant la même que celle que vous avez dans des pays affectés par des conflits ou juste après un conflit », a déclaré le président de l'organisation, Christophe Fournier, en soulignant que l'épidémie de choléra, qui a fait plus de 3500 morts depuis août, n'était qu'un aspect du problème. - AFP

GRANDE-BRETAGNE Carnage

« sans précédent »

Huit islamistes britanniques, jugés à Londres pour un projet d'attentats en 2006 contre des avions transatlantiques au moyen d'explosifs liquides, ont été accusés d'avoir cherché à provoquer un carnage « sans précédent », au premier jour de leur procès. Ils souhaitaient confectionner des bombes lors de vols étaient entre autres à destination de Montréal et Toronto au Canada. - AFP



Vous méritez ce qu'il y a de mieux.

0%
72

DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À MOIS*

pour la plupart des Ford Edge, Escape et Flex 2009




ou 0%
60

de financement à l'achat jusqu'à mois* pour la plupart des Focus et Sport Trac.

ou obtenez jusqu'à


85000
\$**

en ajustement de prix. L'offre varie selon les modèles.






<p>FOCUS 2009</p> <p>0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS* SUR LES VERSIONS SE, SES ET SEL</p>	<p>F-150 XTR 4X4 SUPERCREW 2009</p> <p>499 \$^Δ /MOIS</p> <p>LOCATION 48 MOIS FRAIS DE TRANSPORT EN SUS OU OBTENEZ 6 000 \$ EN ALLOCATION-LIVRAISON À L'ACHAT</p>	<p>ESCAPE XLT 2009 À 4 CYLINDRES</p> <p>299 \$^Δ /MOIS</p> <p>À L'ACHAT, TERME DE 72 MOIS PRIX DE VENTE : 23 999 \$</p>
---	---	---

Profitez aussi de nos offres de location irrésistibles.



ford.ca



propulsée par vous

Véhicules à titre indicatif seulement. *Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 60 mois sur la plupart des véhicules 2009 neufs suivants : Ford Focus (excl. S), Sport Trac 4x2 et 4x4 (pour un terme de 72 mois sur la plupart des véhicules 2009 neufs suivants : Ford Edge (excl. SE), Escape (excl. hybride) et Flex. Cette offre s'adresse aux particuliers admissibles, sous réserve d'approbation de Crédit Ford. Exemple de financement : pour un montant de 20 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 0% pendant 60/72 mois, les mensualités seront de 333,33 \$/277,78 \$, le coût d'emprunt sera de 0 \$ et l'obligation totale sera de 20 000 \$. Un acompte peut être exigé selon l'approbation de crédit. ** Obtenez un ajustement de prix (allocation-livraison) à l'achat au comptant ou au financement à l'achat ou à la location de 8 500 \$ pour le Taurus X Limited. ^ΔFrais de transport de 1 350 \$ en sus. Première mensualité et mise de fonds de 2 995 \$ ou échange équivalent exigés à la livraison. Des frais de 0,12 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. * Mise de fonds de 2 500 \$. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford. Toutes les taxes incluant la taxe sur la climatisation, l'immatriculation, les assurances et les frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Le financement doit être obtenu auprès de Crédit Ford. Sous réserve d'approbation du crédit par Crédit Ford. Les acheteurs ne sont pas tous admissibles au versement mensuel offert en vertu du taux d'intérêt annuel le plus bas. Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Tous les détails chez votre concessionnaire Ford.

MONDE

PROCÈS DES KHMERS ROUGES

30 ans de silence à faire entendre

LAURA-JULIE PERREAULT

Hier matin, dans la banlieue de Phnom Penh, un homme de 66 ans, aux cheveux blanchis, s'est présenté dans une salle de tribunal toute neuve. Dans son curriculum vitae, il est écrit qu'il est un professeur de mathématiques à la retraite. Mais au cours des prochains mois, Kaing Guek Eav devra expliquer comment il a procédé à la torture et à l'exécution de quelque 17 000 Cambodgiens.

Surnommé « Douch », l'homme ne nie pas qu'il a été, pendant le règne des Khmers rouges, le grand patron du centre S-21. Niché dans l'école secondaire de Tuol Sleng, ce centre de détention et d'interrogation a vu passer plus de 17 000 personnes, la plupart issues des rangs des Khmers rouges eux-mêmes.

Le travail de « Douch » consistait à leur faire avouer, par tous les moyens, qu'ils travaillaient à la solde de la CIA ou du KGB et qu'ils étaient les ennemis du régime dirigé par Pol Pot. Une fois la confession signée, ceux qui n'avaient pas déjà succombé à la torture étaient exécutés dans un rang de campagne. Leurs dépouilles, emmêlées, ont été retrouvées dans des charniers.

Hier, cependant, il n'a pas été question du fonctionnement sordide du centre S-21 devant les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, l'instance qui aura la tâche de juger cinq anciens dirigeants des Khmers rouges. Pour le moment, il y est question de procédures.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

La journaliste et documentariste montréalaise Lakshmi Nguon.

Le mois prochain cependant, le tribunal, composé à la fois de juges locaux et internationaux, devrait entendre les témoignages de l'ex-chef du centre de torture ainsi que ceux de quelques-unes de ses victimes ayant survécu à leur passage au S-21.

Trop tard pour la justice ?

Le processus judiciaire naissant, mis sur pied par les Nations unies et le gouvernement cambodgien, suscite autant l'espoir que la grogne.

« Il est important, pour la forme, que justice soit rendue. Mais 30 ans plus tard, c'est un peu bidon », note la journaliste et documentariste montréalaise Lakshmi Nguon. D'origine cambodgienne, elle a vécu la guerre au début des années 70 avant de venir au Québec.

M^{me} Nguon était à Montréal quand, entre 1975 et 1979, la folie meurtrière des Khmers rouges a causé la mort d'entre un et deux millions de ses compatriotes, dont des dizaines de membres

de sa famille. Elle travaillait auprès des réfugiés quand, en 1979, des dizaines de milliers de Cambodgiens affamés ont été forcés à l'exil.

« Il aurait fallu tenter un procès aux Khmers rouges en 1979, quand ils étaient tous vivants, pas quand la majorité d'entre eux sont morts ou sur le point de mourir », note celle qui rentre tout juste d'un voyage au Cambodge, où elle prévoit tourner un documentaire.

Les gens qu'elle y a tout juste rencontrés, raconte-t-elle, sont beaucoup plus préoccupés par leur survie au jour le jour que par le procès d'anciens tortionnaires, au crépuscule de leur vie. D'ailleurs, beaucoup de jeunes de moins de 30 ans ne croient pas un mot de ce que leur gouvernement raconte sur les atrocités commises dans leur pays.

Mais selon un spécialiste des génocides, les procès qui se dérouleront au cours des trois prochaines années pourraient remplir quelques trous dans la mémoire des jeunes Cambodgiens.

« C'est exactement le but recherché : faire exploser la loi du silence », souligne Frank Chalk, directeur à l'Université Concordia de l'Institut montréalais pour l'étude des génocides et des droits humains.

« La diffusion du procès à la télévision va aider les parents et les grands-parents à raconter à leurs enfants ce qu'ils ont vu et vécu à l'époque. Tout cela a été enseveli sous le traumatisme », estime le professeur d'histoire qui s'intéresse à la création du tribunal depuis 10 ans.

SUR LE BANC DES ACCUSÉS

Il est trop tard pour juger Pol Pot. Le leader des Khmers rouges est mort en 1998. Mais cinq autres dirigeants du mouvement communiste devront répondre pour les atrocités commises entre 1975 et 1979 :

- > Kaing Guek Eav. Surnommé « Douch », il a dirigé le centre d'interrogation et d'exécution S-21.
- > Nuon Chea. Pol Pot était le « Frère Numéro 1 ». Chea, le numéro 2. Octogénaire, cet ancien chef de la sécurité du régime est accusé d'avoir ordonné l'exécution de tous les prisonniers du centre S-21 à la veille de la chute des Khmers rouges.
- > Ieng Sary. Numéro 3 du régime, il était le ministre des Affaires étrangères du régime de Pol Pot. On le croit responsable des meurtres d'intellectuels et d'expatriés cambodgiens. Il a 79 ans.
- > Ieng Thirith. Épouse de Ieng Sary. Âgée de 78 ans, cette ex-ministre des Affaires sociales aurait participé à l'organisation des purges massives.
- > Khieu Samphan. Il a été le président du pays sous les Khmers rouges. Il devra faire face à de nombreux chefs d'accusation dont : torture, travail forcé et persécution.

CYBERPRESSE.CA

CAMBODGE

Voyez notre galerie de photos sur le web : <http://photos.cyberpresse.ca/cambodge>

AFGHANISTAN

Le nombre de victimes civiles en hausse

ANDRÉ DUCHESNE

Le nombre de civils tués en raison du conflit armé en Afghanistan a atteint un nouveau sommet en 2008 avec 2118 victimes.

Cela représente une hausse fulgurante de 39 % par rapport aux 1523 civils tués en 2007, indique le rapport annuel de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), rendu public hier.

Des 2118 Afghans et travailleurs humanitaires morts en 2008, 1160 ont été tués par des insurgés, dont la présence s'est étendue dans le pays au cours de 2008. Huit cent vingt-huit autres personnes ont été tuées par les troupes sous la supervision du gouvernement afghan ou de la coalition d'une quarantaine de pays présents sur le territoire. Dans les 130 autres cas, on ne peut déterminer la cause exacte des décès.

Des 1160 victimes des talibans et autres insurgés, 725 ont été tués à la suite d'attentats suicides ou par la détonation d'engins explosifs improvisés. Beaucoup de femmes et d'enfants se retrouvent parmi ces victimes, dit le rapport de l'ONU.

Chez les forces pro-gouvernementales, ce sont leurs bombardements aériens qui font le plus d'innocentes victimes, soit 552 sur un total de 828 (67 %). Le rapport cite d'ailleurs en exemple le bombardement malheureux qui a fait une quarantaine de victimes parmi les hôtes d'un mariage, en novembre dernier, dans la région de Shah Wali Kot. Le bombardement, visiblement raté, avait pour but de soutenir un contingent de soldats américains pris dans une embuscade.

« L'OTAN a commis des erreurs. Elle essaie de rectifier le tir depuis septembre 2008. Des restrictions ont été apportées quant à l'usage des bombardements en haute altitude. Il faut s'assurer d'avoir la bonne cible », rappelle Jocelyn Coulon, directeur du Réseau francophone sur les opérations de paix affilié au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM).

À noter qu'un rapport-parole de l'OTAN a réfuté les chiffres avancés par la MANUA, hier. Selon l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui coordonne la présence militaire internationale en Afghanistan, le nombre de civils tués atteint « seulement » 237 en 2008. L'OTAN attribue la différence entre les chiffres par des méthodes différentes de calcul.



PHOTO ARCHIVES AGENGE FRANCE-PRESSE

Les civils tombent sous les attaques des talibans ou encore sous le feu fratricide des troupes de l'OTAN présentes dans le pays.

CIVILS VICTIMES DE LA GUERRE EN AFGHANISTAN

	EN 2008	EN 2007
PAR LES INSURGÉS		
Attentats suicide ou engins explosifs improvisés	725	
Assassinats	271	
Autres	164	
SOUS-TOTAL	1160	700
PAR LES FORCES PRO-GOUVERNEMENTALES		
Bombardements aériens	552	
Soldats sur le terrain	41	
Autres	235	
SOUS-TOTAL	828	629
POUR DES RAISONS NON DÉTERMINÉES		
SOUS-TOTAL	130	194
GRAND TOTAL	2118	1523

Source : Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan

La ruse des insurgés

À l'Université McGill, le professeur émérite en histoire, Desmond Morton, attribue le nombre élevé

de morts chez les civils au fait que les talibans se cachent justement parmi la population.

« C'est la problématique de

cette guerre asymétrique, dit-il. L'ennemi enfile les mêmes habits que les civils et se cache dans la population. »

Pis encore, ajoute ce spécialiste de l'histoire militaire canadienne, les talibans tirent profit des pertes en vies humaines chez les non-combattants.

« Ils en prennent un grand avantage, car ils font ainsi porter le blâme des morts aux soldats occidentaux. »

Là-dessus, Jocelyn Coulon a des réserves.

« Des gens disent que la mort de civils rend la population hostile aux forces pro-gouvernementales et que les sondages sont là pour le prouver. Mais que valent les sondages menés auprès des Afghans? Qui répond à ces sondages? » lance-t-il.

Sceptique, il ajoute que d'autres sources continuent d'affirmer que la population, au contraire, apprécie les efforts mis de l'avant pour démocratiser le pays.

Les deux experts s'entendent sur une chose : tout tend à démontrer que la situation se dégrade dans le pays depuis les derniers mois.

17 000 SOLDATS AMÉRICAINS DE PLUS

Le président Barack Obama a annoncé l'envoi d'environ 17 000 hommes supplémentaires en Afghanistan d'ici à l'été, commençant à tenir la grande promesse faite pendant la campagne électorale de mener une autre politique étrangère. « Pour faire face à d'urgents besoins en matière de sécurité, j'ai accédé à la requête du secrétaire à la Défense, Robert Gates, qui demandait le déploiement d'une brigade expéditionnaire de marines au printemps et d'une brigade Stryker (blindée) de l'armée de terre et des forces de soutien nécessaires cet été », a indiqué M. Obama dans un communiqué. Les États-Unis ont déjà 38 000 soldats en Afghanistan, sur les 70 000 au total de la force internationale. Selon un responsable de l'administration, l'objectif est de déployer les 17 000 hommes avant la présidentielle afghane du 20 août, qui s'annonce comme un moment éminemment délicat.

- La Presse Canadienne

Chrysler et GM réclament 21,6 milliards de plus au Trésor américain

Suppression de 50 000 emplois de plus et d'autres fermetures d'usines à venir

D'APRÈS AFP, PC ET BLOOMBERG

NEW YORK — Les constructeurs automobiles General Motors et Chrysler ont réclamé hier encore plus de 21,6 milliards de dollars d'aide publique supplémentaire et annoncé la suppression future de quelque 50 000 emplois, à l'occasion d'une communication au Trésor américain surtout censée vanter les progrès accomplis pour leur restructuration.

Réclamant une aide urgente de 16,6 milliards US, GM a prévenu une nouvelle fois qu'il était pratiquement à court de liquidités, et que l'aide publique totale pourrait atteindre jusqu'à 30 milliards US d'ici à 2011 dans l'hypothèse la plus pessimiste.

Dans son hypothèse moyenne, GM estime à 22,5 milliards US cette aide, avec des remboursements échelonnés de 2012 à 2017.

Le constructeur a annoncé parallèlement qu'il continuait sur la voie des choix douloureux en sacrifiant encore 47 000 postes cette année, dont 26 000 hors des États-Unis. GM veut fermer cinq usines supplémentaires aux États-Unis d'ici 2012, après en avoir déjà fermé cinq l'an dernier.

Le groupe a envisagé l'hypothèse d'une faillite « dès ce mois-ci » pour sa filiale suédoise Saab s'il n'obtenait pas une aide de Stockholm pour faciliter sa vente. Le constructeur a dit vouloir se concentrer sur quatre marques: Chevrolet, Cadillac, Buick et GMC.

Outre la vente prévue de Hummer et Saab, GM s'est dit ouvert à une autonomisation de sa marque Pontiac, qu'il prévoit d'arrêter après la fin de son actuel cycle de produits, en 2010-2011. Pour Hummer, si la marque de gros 4x4 n'a toujours pas trouvé preneur, GM prendra une décision similaire d'ici la fin du premier trimestre.

GM a livré ces chiffres quelques heures après que la Maison-Blanche eut indiqué son intention de lui verser 4 milliards de dollars s'ajoutant aux 13,4 milliards versés depuis décembre.

Chrysler demande 5 milliards US

Chrysler, de son côté, a réclamé 5 milliards US d'aide publique, allongeant de 2 milliards US une précédente requête, après avoir déjà reçu 4 milliards US. Il a décliné plusieurs mesures d'économies pour cette année, dont la suppression de 3000 emplois, après 32 000 réductions réalisées en 2007-2008.

Le président du conseil et chef de la direction de Chrysler, Bob Nardelli, a affirmé que les licenciements annoncés n'affecteraient pas les opérations canadiennes de l'entreprise. Il a cependant dit s'attendre à ce que des mises à pied aient aussi lieu, de façon proportionnelle, au nord de la frontière.

GM et Chrysler, qui étaient sommés de faire le point sur les efforts entrepris pour justifier l'aide publique, ont une nouvelle fois refusé l'hypothèse d'une restructuration sous la protection de la loi sur les faillites.

« Une restructuration hors du régime des faillites, ainsi que l'exécution de notre plan (...), renforcé par l'alliance stratégique avec Fiat, sont la meilleure option pour nos employés, nos syndicats, nos concessionnaires, nos fournisseurs et nos clients », a fait valoir Chrysler.

« Toutes nos recherches arrivent à la conclusion que la faillite aurait des conséquences dramatiques sur nos ventes », avec une défiance massive des consommateurs, a plaidé GM.

Entente avec le syndicat

Parallèlement, le syndicat UAW regroupant les ouvriers de l'automobile a annoncé être parvenu à un accord avec à la fois Chrysler, GM et Ford, également en grande difficulté bien qu'il n'ait pas demandé d'aide publique d'urgence.

GM comme Chrysler ont assuré hier mettre l'accent sur la sortie de véhicules plus compacts et plus économes en carburant.

Avec leurs rapports d'étape, qui précèdent une présentation plus complète attendue d'ici au 31 mars, GM et Chrysler devaient convaincre Washington des progrès réalisés depuis qu'ils ont reçu ensemble 17,4 milliards US de fonds publics depuis décembre.

L'aide de 4 milliards US à GM semble écarter la menace d'un recours au régime des faillites, au moins à court terme, alors que l'effondrement du secteur pourrait coûter encore jusqu'à 3 millions d'emplois directs et indirects dans un pays déjà meurtri par la récession.

Parallèlement, l'administration Obama a changé d'avis sur la nomination d'un seul responsable fédéral chargé de l'automobile et préfère une équipe d'experts, qui sera conduite par le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner.

Pour Jeremy Anwyl, président du cabinet Edmunds, « la question clé maintenant n'est pas que les constructeurs vont réduire leurs coûts, c'est de savoir si le gouvernement va faire quelque chose pour stimuler la demande automobile ».



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

General Motors aurait pu se mettre sous la protection de la loi sur les faillites, mais la direction refuse cette hypothèse, craignant de perdre la confiance de sa clientèle.

CYBERPRESSE.CA

BLOGUE

Aide à Detroit : Ottawa devra aussi sortir son chèque. Lisez le blogue de Sophie Cousineau sur cyberpresse.ca/cousineau



RBC Banque Royale®



PARTENAIRE PRINCIPAL
PRESENTING PARTNER

Vous trouvez la maison. L'hypothèque sur mesure, nous l'avons.

Consultez un conseiller en prêts hypothécaires RBC dès aujourd'hui.

1 866 220-7530 ou rbc.com/conseilhypothecaire

Plus que jamais, il importe de choisir une hypothèque convenant à votre mode de vie. Les conseillers en prêts hypothécaires RBC® peuvent vous guider en vous offrant de précieux conseils. Nous vous aiderons à déterminer un montant d'emprunt qui respecte vos moyens financiers. De plus, nous vous offrons des options de remboursement souples, telles que le Double versement*, pour rembourser votre hypothèque plus rapidement, ou le Report de versement*... au cas où vous en auriez besoin*. Et pour une plus grande sécurité, renseignez-vous sur l'assurance Assure-Toit*.



IMAGINEZ. RÉALISEZ.

Fier partenaire principal du relais de la flamme olympique de Vancouver 2010.

* Les intérêts courent durant la période au cours de laquelle le versement est reporté et sont ajoutés au solde principal de l'hypothèque. Des conditions s'appliquent. Pour en savoir plus, visitez www.rbcbanqueroiyale.com/reportdeversement. ©2008, COVAN. Tous droits réservés. Tous les produits de financement personnel et les hypothèques résidentielles sont fournis par la Banque Royale du Canada sous réserve de ses critères de prêt standard. © Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. L'assurance Assure-Toit est souscrite par La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Ce que Régis veut...



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

Le sommet sur la culture qui a eu lieu dans la capitale nationale lundi a beau avoir été calqué sur celui de Montréal, les deux événements étaient fort différents. Au départ, il s'agit pourtant de la même idée: réunir les acteurs de la politique, des arts et des affaires autour d'une même table pour développer une vision commune de la culture comme moteur de développement économique.

C'est la ministre Christine St-Pierre qui, emballée par l'expérience de Montréal, a convaincu Régis Labeaume de tenter l'expérience. Il n'aura pas fallu cinq ans pour convaincre le dynamique maire de Québec. Non seulement a-t-il accepté, mais il a été le véritable moteur de cette rencontre.

C'est la principale différence entre l'événement de Québec et celui de Montréal, il y a un an et demi: la détermination et l'enthousiasme étaient beaucoup plus palpables lundi.

Regardons la réalité en face: 18 mois se sont écoulés depuis le Sommet de Montréal et à l'exception du Quartier des spectacles (un dossier majeur, il faut en convenir), la rencontre n'a accouché d'aucun autre projet d'envergure. Le plan d'action adopté à l'issue de cette rencontre se cherche toujours un «porteur de ballon» et Montréal n'a pas encore de branding (métropole culturelle? ville de créateurs? On cherche...).

À Québec, il n'y a pas de tataouinage, pour reprendre une expression populaire. Le maire est

encore au sommet de la vague du succès du 400^e et il en profite.

Lundi, Régis Labeaume avait déjà trouvé son branding – Expérience Québec – et il annonçait des projets à coup de millions de dollars. Il veut faire de sa ville la capitale de la relève artistique et transformer le quartier Saint-Roch en lieu de rencontre des arts et de la technologie incontournable. Sa détermination est d'autant plus frappante quand on pense au torçage de bras qui avait eu lieu au Sommet de Montréal pour que le maire, Gérald Tremblay, accepte du bout des lèvres d'indexer le budget de Conseil des arts de la Ville. Visiblement, on a compris quelque chose à Québec qu'on met du temps à saisir à Montréal.

Bien sûr, la capitale et la métropole sont fort différentes. Québec est plus homogène. C'est une ville moins paralysée par sa bureaucratie, plus facile à gérer.

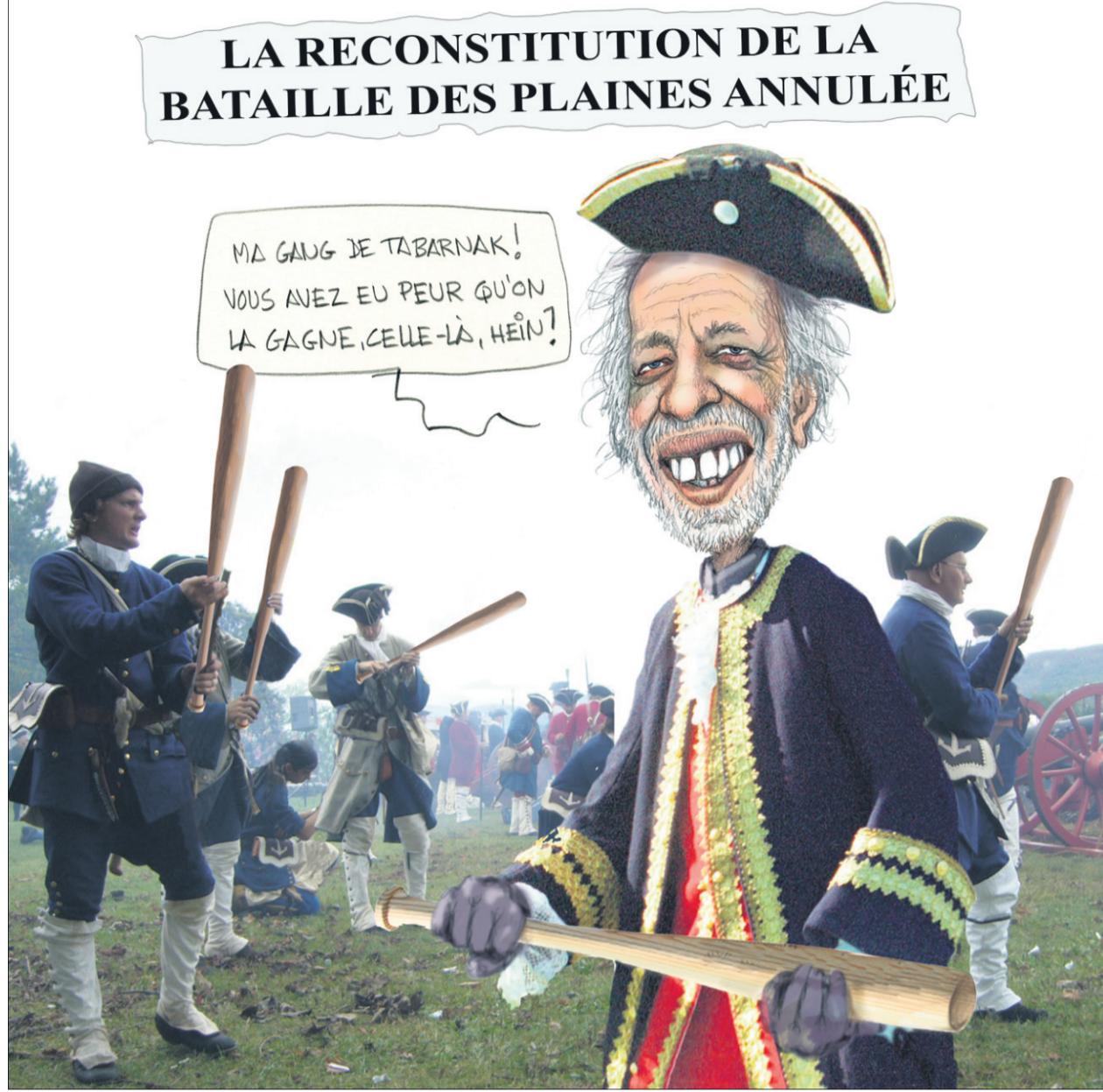
Montréal, pour sa part, est un cauchemar. Même l'ancienne ministre des Affaires municipales Louise Harel, pourtant à l'origine des fusions, reconnaît que la ville est désorganisée. À cause de la structure et du pouvoir

des arrondissements, le maire de Montréal pourrait difficilement avoir un impact aussi direct que son homologue de Québec.

Cela dit... Deux choses étaient évidentes lundi dernier. D'abord, le consensus, un mot qu'on entend rarement dans la métropole. Ensuite: l'énergie et la détermination de Régis Labeaume. Le style du maire, direct et efficace, compte pour beaucoup quand vient le temps de rallier les troupes. On dit qu'un leader, c'est quelqu'un qui génère de l'espoir. En ce sens, Labeaume est un véritable leader. Une qualité indispensable lorsque vient le temps de transformer les bons sentiments issus de ces grandes rencontres en réalisations concrètes.



VILLE DE QUÉBEC



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

BARACK OBAMA EN VISITE À OTTAWA

Cessons d'attaquer Karzaï

Il faut une stratégie civile et politique qui prenne le dessus sur le militaire en Afghanistan

JOCELYN COULON



L'auteur (j.coulon@cerium.ca) est directeur du Réseau francophone de recherche sur les

opérations de paix affilié au CERIU de l'Université de Montréal.

Le président américain Barack Obama arrive au pays demain pour quelques heures. La visite est courte, mais l'ordre du jour bien rempli. Au menu, l'Afghanistan. Officiellement, le Canada doit mettre fin à son rôle de combat en juillet 2011. La décision est sage, mais elle ne doit pas être le prélude à un retrait complet.

Avant d'en arriver là, le gouvernement canadien et les partis de l'opposition devront au cours des prochains mois juger de la situation sur place à l'aune des efforts consentis par Washington pour stabiliser la situation et de la nouvelle stratégie envers l'Afghanistan qui sera annoncée au début avril lors du sommet de l'OTAN.

On l'a dit sur toutes les tribunes, la situation en Afghanistan

Pourtant, un autre Afghanistan existe, loin des caméras et des rapports d'experts alarmants. Quelque six millions d'enfants vont à l'école, le nombre d'universités est passé de trois à 17, les médias sont libres, des régions entières connaissent une certaine prospérité. C'est fragile, bien entendu, mais la question que l'on doit se poser est plutôt «les choses allaient-elles mieux avant le 11 septembre?». Si, comme je le crois, la réponse est non, alors l'Afghanistan est déjà entré dans une ère nouvelle et ne retournera pas en arrière. Afin de préserver cet acquis, nous devons diminuer nos attentes et cesser de miner la crédibilité du gouvernement en place, quelles que soient ses insuffisances.

Presque tous les spécialistes s'entendent pour dire que l'annonce prochaine par le président Obama d'un «surge» comportant l'envoi de 30 000 soldats américains est une solution temporaire qui doit être couplée à un «surge» de capacités civiles et de négociations politiques. Après avoir abandonné l'Afghanistan au profit de l'Irak et provoqué la situation actuelle, les États-Unis viennent de réaliser que les métastases du terrorisme se sont répandues au Pakistan en en faisant maintenant le foyer principal. Tenir en Afghanistan permettrait au nou-



PHOTO MUSADEQ SADEQ, AP

Le président afghan Hamid Karzaï s'est adressé aux membres des médias dimanche dernier, après avoir rencontré l'émissaire américain Richard Holbrooke à Kaboul.

ferme les yeux sur la corruption, il est paresseux, il manque de vision, il temporise, etc. Mais que ferait-il au juste nos «lumières» washingtoniennes à sa place? Certains, planqués dans les univers clos et coupés de la réalité du monde que sont la Maison-Blanche et certains centres d'études, pensent qu'en changeant d'homme on changera l'Afghanistan. Ils semblent oublier que c'est exactement la stratégie utilisée au Vietnam en 1963 où Washington laissa assassiner son homme, le président Ngo Dinh Diem, ouvrant une période d'instabilité jusqu'à la défaite de 1975.

Le règlement de la question afghane ne se prête ni aux solutions toutes faites et instantanées ni au temps pressé des Occidentaux. Société complexe, ravagée par 25 ans de guerres internes et d'interventions extérieures, l'Afghanistan a besoin de reconstruire ses institutions et les liens entre ses multiples composantes. Cela prendra du temps. Alors, réfléchissons à la bonne stratégie et accompagnons les Afghans le temps qu'il faudra. Il en va de leur bien-être et de notre sécurité.

Nous devons diminuer nos attentes et cesser de miner la crédibilité du gouvernement afghan en place, quelles que soient ses insuffisances.

va mal. Certains parlent d'échec, d'autres d'un nouveau Vietnam. Il y a du vrai dans les deux constats. L'Afghanistan est devenu un «narco-État» pour reprendre l'expression de la nouvelle secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton. Le pays est de moins en moins sûr et les talibans attaquent maintenant les édifices gouvernementaux à Kaboul, le cœur du pouvoir. La corruption gangrène l'appareil d'État. Le président Hamid Karzaï est impopulaire.

veau régime civil pakistanais de rétablir une certaine stabilité dans plusieurs régions aux prises avec des foyers insurrectionnels pro-talibans ou même pro-Al Qaeda.

Mais tenir en Afghanistan ne veut pas seulement dire utiliser l'option militaire. Il faut une stratégie civile et politique qui prenne le dessus sur le militaire. Le premier élément de cette stratégie est que cesse l'attaque de la nouvelle administration américaine contre la personnalité du président Karzaï. Tout lui est reproché: il

Système privé... de médecins



akrol@lapresse.ca

ARIANE KROL

Le débat opposant public et privé est reparti de plus belle dans le secteur de la santé. Nous ne ferons pas ici l'inventaire des positions, qui sont bien connues et bien arrêtées. Au-delà des questions de valeurs d'idéologie, une réalité concrète s'impose: tant le Québec manquera de médecins, il ne leur permettra pas de pratiquer à la fois au public et au privé.

Pour l'instant, rappelons-le, les praticiens doivent choisir leur camp: participant, ou non-participant. S'ils veulent poser des actes médicaux couverts par la Régie de l'assurance-maladie (la RAMQ), ils ne peuvent faire que ça. S'ils préfèrent être payés en espèces sonnantes par les patients ou par une clinique, c'est la même chose. Ils peuvent changer de statut, mais pas facturer dans les deux systèmes à la fois.

Le régime public comporte son lot de frustrations professionnelles, mais ça ne doit pas être le goulet non plus: seulement 200 des quelque 17 000 médecins pratiquant au Québec ont choisi de s'en désengager. Tous les autres facturent à la RAMQ.

Certains craignent que les effets de la cohabitation entre médecins participants et non-participants dans les futurs centres médicaux spécialisés. Sur ce point, nous préférons réserver notre jugement. Il faudrait d'abord connaître l'encadrement exact que le ministère donnera à ces cliniques. Or, ces détails ne sont pas encore disponibles. Ils viendront avec les modi-

fications législatives qui seront déposées au cours de la session.

En attendant, il faut se concentrer sur l'essentiel. Le système public manque de médecins; il a besoin de toutes les heures que ceux-ci souhaitent consacrer à leur profession.

Dans un essai publié il y a trois ans, le D^r Yves Lamontagne suggérait d'exiger de chaque praticien qu'il travaille 40 heures par semaine dans le système public, et de permettre à ceux qui veulent en faire plus de consacrer ces heures au régime de leur choix. Le président du Collège des médecins s'exprimait à titre personnel, mais plusieurs de ses confrères seraient sûrement intéressés par un tel arrangement. La formule, en effet, est séduisante. Mais tant que la pénurie d'effectifs ne sera pas résorbée, elle risque de handicaper encore plus le système public.

Car ce système, rappelons-le, est tenu à bout de bras depuis des années par des professionnels qui travaillent pas mal plus que 40 heures par semaine. Les omnipraticiens font 45 heures en moyenne, les spécialistes, 50 heures. Les effectifs commencent à augmenter, mais il faudra encore au moins quatre ou cinq ans avant de pouvoir dire qu'on ne manque plus de médecins au Québec.

Et les jeunes professionnels, ne l'oublions pas, sont beaucoup moins enclins que leurs aînés à sacrifier leur vie personnelle à leur travail. Faudra-t-il 1,2 ou 1,3 médecin pour remplacer chacun de ceux qui partent à la retraite? Personne ne l'a calculé. Mais le moment est vraiment mal choisi pour implanter un régime qui inciterait les médecins à fournir un service minimum au public, puis à compléter ce revenu de base au privé. Le système public, et la majorité de Québécois qui en dépendent, n'ont rien à y gagner.

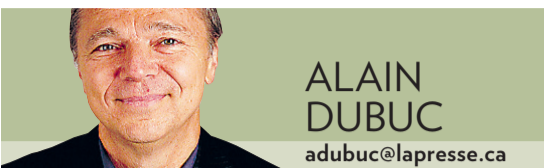


QU'EN PENSEZ-VOUS? FORUM@LAPRESSE.CA

Si vous rencontriez Obama...

Le président des États-Unis, Barack Obama, sera à Ottawa demain pour sa première visite officielle à l'étranger. Au cours de cette visite éclair, M. Obama s'entretiendra avec le premier ministre Stephen Harper et le chef de l'opposition officielle, Michael Ignatieff. Si vous étiez à la place des élus canadiens, que diriez-vous au nouveau président? Quel devrait être le sujet principal de leurs entretiens? La crise économique? L'environnement? L'Afghanistan? Le cas d'Omar Khadr? Écrivez-nous en grand nombre. Vos réponses seront publiées sur Cyberpresse et dans La Presse (lettres signées seulement).

Geler les tarifs Une très mauvaise idée



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Le chef de l'opposition, Pauline Marois, exige que le gouvernement Charest s'engage dans un gel « tous azimuts » des tarifs des organismes gouvernementaux et particulièrement ceux de l'électricité, pour ne pas accabler les Québécois pendant la récession.

« Pourquoi le premier ministre ne soulagerait pas les citoyens qui sont aux prises avec des difficultés en période de crise économique? », demandait-elle. L'idée peut

Les hausses de tarifs à bannir sont celles qui serviraient à réduire le déficit.

sembler généreuse et attrayante, mais elle est en fait très simpliste. C'est une très mauvaise façon de combattre une récession. Plus particulièrement dans le cas du gel qui retiendra l'attention, celui du gel des tarifs d'électricité, une promesse électorale péquiste. L'idée est vraiment mauvaise, pour quatre raisons.

Premièrement, si on veut soulager des gens qui ont des difficultés, comme le dit M^{me} Marois, il faut s'occuper des gens qui ont des problèmes. Même si la récession ébranle tout le monde, la majorité des Québécois garderont leur emploi et leur salaire, et n'ont pas besoin d'être « soulagés ». Dans le combat contre la récession, le devoir de l'État n'est pas de dilapider des ressources pour faire plaisir à des millions de clients d'Hydro-Québec, mais de concentrer les efforts pour venir en aide aux victimes et protéger ceux qui sont menacés, comme les chômeurs ou les travailleurs vulnérables.

Deuxièmement, parce qu'il y a eu de nombreux débats sur les tarifs d'électricité, nous savons que le gel est une mesure régressive, qui profite davantage aux gros consommateurs d'électricité, en général plus riches. À éviter.

Troisièmement, un tarif d'électricité n'est pas un impôt, mais plutôt un prix pour un service. Mais, au plan macroéconomique, un gel aura un effet similaire à une baisse générale d'impôts, en mettant plus d'argent dans les poches des consommateurs.

On sort d'un débat à ce sujet au niveau fédéral. Tous les économistes ont dénoncé les baisses générales d'impôt du gouvernement Harper, parce que c'est inefficace. Pour contrer les effets d'une récession, l'État doit injecter des fonds dans l'économie pour stimuler la demande et relancer l'activité. Bien souvent, les dollars des baisses d'impôt seront éparpillés au lieu d'être consommés, et n'auront ainsi aucun impact sur la reprise.

Les seules baisses acceptables sont celles qui sont ciblées pour des contribuables dans le besoin, qui ont besoin d'aide et qui dépenseront l'argent. Le même raisonnement vaut pour les tarifs.

Quatrièmement, un autre grand principe qui doit présider aux outils de lutte à la récession: les mesures doivent être temporaires pour ne pas grever indéfiniment les finances publiques. Un gel des tarifs n'est pas temporaire, il est récurrent. Pour qu'un gel soit acceptable, il faut prévoir un rattrapage dès le départ, c'est-à-dire annoncer maintenant des hausses plus salées pour plus tard.

Il y a un cinquième point. M^{me} Marois a commis une erreur conceptuelle en mettant tous les tarifs dans le même sac. Dans le cas de hausses de prix naturelles, soumises à des processus de contrôle, comme l'électricité, les choses devraient suivre leur cours normal. Dans le cas de tarifs qui servent à équilibrer une caisse, comme l'assurance médicaments ou la SAAQ, le gouvernement pourrait retarder des hausses, par choix, si l'on prévoit un mécanisme de rattrapage.

Mais il y a des hausses de tarifs à bannir. Et ce sont celles qui serviraient à réduire le déficit. Le Québec, comme le disait le rapport Montmarquette, a du rattrapage à faire. Mais ce n'est vraiment pas le moment. Cela aurait le même effet qu'une hausse des impôts, cela irait dans le sens contraire à une stimulation de l'économie et cela empirerait les choses. Nous sommes dans une période où le gouvernement doit avoir une seule priorité, soutenir l'activité économique et lutter contre la récession.

Détournement de l'histoire

Les tenants de la souveraineté ont kidnappé l'interprétation de l'importance de la bataille des Plaines

MARC SIMARD



L'auteur est professeur d'histoire (Ph. D.) au collège François-Xavier-Garneau à Québec.

La controverse qui fait rage autour de la commémoration de la bataille des plaines d'Abraham a donné lieu à un détournement de sens historique et au kidnapping de l'interprétation de son importance et de la signification de la Conquête par les tenants de l'option souverainiste. Ceux-ci nous imposent une énième mouture de leur version misérabiliste de l'histoire du Québec qui dénature les faits et donne de la cession de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne en 1763 une interprétation partielle et partielle.

Selon la bible souverainiste, la Nouvelle-France était un jardin d'Éden jusqu'à ce que les Britanniques ne s'en emparent par trahison. Ces nouveaux maîtres, méprisant les Canadiens français tombés sous leur coupe, ne cessèrent dès lors de chercher à les assimiler au moyen de la Proclamation royale, du Serment du Test, de la répression des Rébellions de 1837-1838, du rapport Durham, de l'Acte d'Union de 1840 et de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Le Canada devenu dominion, cette entreprise allait être poursuivie par les nouveaux maîtres canadiens-anglais et leurs valets francophones (les « traîtres ») par une application centralisatrice de la Constitution, les deux conscriptions, le rapatriement unilatéral de la Constitution, le refus de l'Accord du lac Meech et le référendum « volé » de 1995.

Dans l'imaginaire souverainiste, les 20 minutes qu'a duré cette bataille sont le moment honni où cette période de souffrances a commencé, raison pour laquelle sa commémoration aurait été un sacrilège.

Mais, en dépit de la toute-puissance des forces du mal, ce petit peuple courageux a survécu à ce complot, tant par la « revanche des berceaux » que par la formation du Parti canadien. Puis, ils ont relevé la tête et réclamé leur indépendance en 1837-1838 avant d'être écrasés par l'infâme Colborne et dénigrés par l'odieux Durham. Malgré la trahison des Lafontaine et autres Cartier, ils ont néanmoins poursuivi leur résistance avant de se redresser pour de bon pendant les années 1950 et 1960 et d'entreprendre la longue marche vers la Terre promise de l'indépendance.



Les reconstitutions de batailles historiques, comme celle-ci opposant les troupes britanniques et américaines, attirent beaucoup d'amateurs de ce type d'événements.

L'épreuve des faits

Ainsi synthétisée, cette version de l'histoire tient davantage du conte pour enfants que du fruit du travail scientifique d'historiens. La Conquête n'a pas eu que des effets négatifs sur les Canadiens français, au contraire. Doit-on rappeler, entre autres, que

La Conquête n'a pas eu que des effets négatifs sur les Canadiens français, au contraire.

ceux-ci ont bénéficié dès 1763 de l'application du droit public britannique (y compris l'*habeas corpus*), beaucoup plus favorable aux citoyens que le droit public français, tout en récupérant dès 1774 le droit civil français par l'Acte de Québec? Qu'ils ont aussi pu jouir de bienfaits de la démocratie parlementaire par l'Acte constitutionnel de 1791, ce qui leur a permis de faire valoir leurs droits? Que les Rébellions de 1837-1838 ne sont pas

un phénomène spécifique de notre histoire, mais qu'elles font partie de ces révolutions libérales et nationales qui secouèrent le monde occidental (et même l'Ontario) dans la première moitié du XIX^e siècle? Que leurs leaders politiques se sont librement associés aux Canadiens anglais réformistes pour obtenir la responsabilité ministérielle en 1848 et pour rédiger la Constitution de 1867, qui accordait au Québec des pouvoirs étendus en éducation et en santé? Que le rapatriement de la Constitution en 1981-1982 a été autorisé par la

Cour suprême et accepté par les neuf autres provinces?

Au moment où je rédige ce texte, on apprend que la Commission des Champs de bataille nationaux a renoncé à tenir la reconstitution de la bataille des Plaines. N'en déplaise à ceux qui se sont opposés à cet événement, ce n'est pas en donnant des cours d'histoire sur les Plaines qu'on attirera des touristes à Québec l'été prochain!

Pourquoi n'a-t-on pas aidé David?

La disparition du jeune de 14 ans laisse plusieurs questions sans réponses

MARIE-MICHÈLE SAUVAGEAU
L'auteure termine sa maîtrise en communication publique à l'Université Laval. Elle réagit à la disparition du jeune David Fortin à Alma.

Je ne comprends pas pourquoi on a laissé un petit garçon (parce que même à 14 ans, on est toujours un petit garçon), David, se faire traiter avec autant de mépris par ceux qui devaient être ses compagnons de classe, ses amis. Je ne comprends pas pourquoi on envoie des enfants seuls, au front, sans l'armure ni

On se bat pour la reconnaissance des droits de l'homme, de la femme, des travailleurs... et ceux des enfants?

l'expérience du guerrier aguerri. Je ne comprends pas comment on peut laisser un tel mal de vivre naître chez un être humain dans sa prime jeunesse, au moment où justement on devrait croquer dans la vie à pleines dents.

Dites-moi si on a le droit de blâmer ces autres enfants pour leur méchanceté. A-t-on le droit de leur en vou-

loir? Est-ce qu'on peut les rendre responsables d'avoir conduit un des leurs dans un tel état de désespoir? Et ceux qui se taisent en regardant le plus faible se faire tabasser sont-ils aussi coupables? Est-on coupable d'avoir peur? Est-on coupable d'avoir peur de devenir le prochain souffre-douleur si on s'oppose aux plus forts?

Je me pose sérieusement la question parce que, dans un certain sens, ce ne sont que des enfants eux aussi. Comme le disait Paul Piché, dans un certain escalier, « Pis les enfants, c'est pas vraiment méchant. Ça peut mal faire ou faire mal de temps en temps. Ça peut cracher, ça peut mentir, ça peut voler. Au fond, ça peut faire tout c'qu'on leur apprend. »

Alors, c'est nous qu'il faut blâmer, notre société? Notre incapacité à intégrer les plus faibles, à tempérer les plus forts? Faut-il blâmer une certaine « biologisation » de nos comportements sociaux, une nouvelle sorte de loi de la nature, une application cruelle des théories darwinistes? En même temps, vous me direz que depuis toujours, chaque ville ou village a connu son fou, son « pas comme les autres », son rejet...



PHOTO FOURNIE PAR LA FAMILLE
Le jeune David Fortin, disparu depuis une semaine.

Est-ce là notre conception de la dignité humaine? On se bat pour la reconnaissance des droits de l'homme, des droits de la femme, des droits des prisonniers, des droits des travailleurs, partout dans le monde. Et l'on ne fait rien pour le droit des enfants, pour qui chaque jour d'école est synonyme de railleries, de taxage, de violence: le martyre lorsque l'on a 14 ans et que l'on veut juste être comme les autres.

Je ne comprends pas... et vous, comprenez-vous?

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



Opportunités incontournables



Modèle GT illustré

MAZDA 5 GS 2009

BRILLANTE ALTERNATIVE
COTE VERTE - CONSOMMATION D'ESSENCE
L'Annuel de l'automobile 2009

ACHETEZ À **19 445 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT**

Taux	Terme
0%	36 mois
1,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **275 \$***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS

0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT INITIAL

Ville: 9,6 L/100 km
Route: 7,0 L/100 km



MAZDA 3 GX 2009

MEILLEUR ACHAT
LE **GUIDE**
DE **L'AUTO.2009**

ACHETEZ À **13 995 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT**

Taux	Terme
0%	36 mois
1,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **195 \$***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS

0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT INITIAL

Ville: 8,4 L/100 km
Route: 6,1 L/100 km



Modèle GT illustré



Modèle GT illustré

MAZDA CX-7 GS 2009

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION*

ACHETEZ À **28 695 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT**

Taux	Terme
0%	48 mois
0,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **369 \$***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 2 995 \$
0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Ville: 11,9 L/100 km
Route: 8,7 L/100 km

MAZDA 6 GS 4 CYL. 2009

MEILLEURE NOUVELLE
VOITURE DE L'ANNÉE
LE **GUIDE**
DE **L'AUTO.2009**

ACHETEZ À **22 495 \$†**

FINANCEMENT À L'ACHAT**

Taux	Terme
0%	48 mois
0,9%	60 mois

LOUEZ À PARTIR DE **299 \$***

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 1 995 \$
0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Ville: 9,7 L/100 km
Route: 6,7 L/100 km



Modèle GT illustré

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda5 GS (E6S059AA00), les Mazda3 GX (D4XS59AA00), les Mazda CX-7 GS (PVS189AA00) et les Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00) 2009 neufs. Frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda6: 1 395 \$; Mazda5 et Mazda CX-7: 1 535 \$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM, le cas échéant, en sus. Un comptant initial pourrait être requis. ** Financement à l'achat aux particuliers de 0% jusqu'à 36 mois et de 1,9% jusqu'à 60 mois sur les Mazda5 et les Mazda3 2009 neufs et de 0,9% jusqu'à 48 mois et de 0,9% jusqu'à 60 mois sur les Mazda CX-7 et les Mazda6 2009 neufs. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. * Offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda5 GS (E6S059AA00), des Mazda3 GX (D4XS59AA00), des Mazda CX-7 GS (PVS189AA00) et des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00) 2009 neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation (Mazda3 et Mazda6: 1 395 \$; Mazda5 et Mazda CX-7: 1 535 \$) en sus. Aucun comptant initial à la location des Mazda5 et des Mazda3. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Offres d'une durée limitée à compter du 7 février 2009. * Essais menés sur les Mazda CX-7 2009 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration).

